

# fonction publique

**CGFP**  
Organe de la Confédération Générale  
de la Fonction Publique

numéro 221

mai/juin 2012

44<sup>e</sup> année

paraît 6 fois par an

## Entre marteaux et enclume

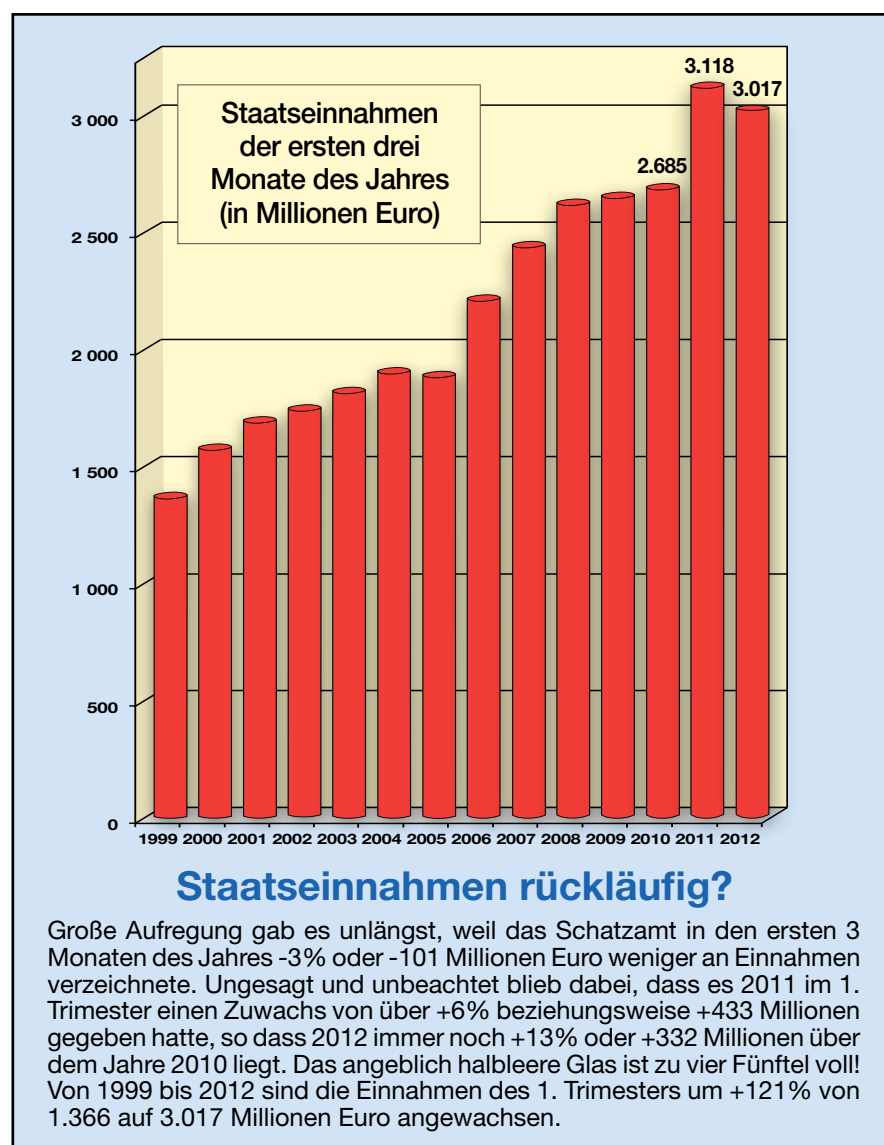
Rarement dans son histoire toute récente, la CGFP n'a eu à défendre les intérêts légitimes de la Fonction publique face au gouvernement avec un tel engagement de longue haleine. En même temps, elle a dû endurer de la part de médias malintentionnés ou franchement hostiles une campagne sans pareil de dénigrement et de calomnies indignes, alors que des associations syndicales minoritaires se sont acharnées à lui porter des coups bas. Pour couronner le tout, les partis d'opposition déboussolés ont mis en scène un spectacle ahurissant, dépassant encore le gouvernement, avec leurs exigences de politique d'austérité. On en a vu d'autres et selon le vieil adage, les épreuves qui ne nous brisent pas, au contraire renforcent notre détermination à nous battre.

Tout a commencé au lendemain des élections de juin 2009, quand le nouvel ancien gouvernement mit en chantier, presque parallèlement, plusieurs projets de réforme sensibles au potentiel explosif. Il ficela d'une façon dangereuse en un paquet unique trois éléments distincts touchant la Fonction publique: une révision sectorielle des traitements, une réforme générale du statut et des négociations salariales – le tout à coût zéro – sur arrière-fond de crise réelle ou larvée. Ce fut le coup d'envoi de la campagne médiatique que l'on connaît contre les agents publics. La CGFP prit ses responsabilités et après de très longues négociations trouva en trois étapes un compromis avec le gouvernement. Le moindre mal consiste à sauver les meubles. Toute alternative aboutirait à une détérioration générale et à une violente confrontation sociale avec des conséquences incalculables. Mais même la dernière étape n'a pas encore résolu la révision sectorielle des traitements qui reste ouverte avec une issue incertaine. Après quoi, qu'on ne nous demande plus de nous remettre à la table de négociations quelles qu'elles soient

pour faire des concessions supplémentaires. Une fois pour toutes cela suffit.

Les responsables politiques apparemment n'ont toujours pas compris, que *«celui qui trop embrasse mal étreint»*. Pire encore au niveau de l'Éducation nationale après une réforme bâclée du fondamental, toujours à évaluer dans ses faiblesses, on a voulu au pas de course réformer dans une action de chambardement général l'enseignement secondaire, alors qu'il a jusqu'à présent fait ses preuves puisqu'il est encore adaptable aux exigences du monde contemporain. Cependant, remplacer de solides connaissances linguistiques, scientifiques et autres par la maîtrise de compétences *«bibelots d'inanité sonore»*, alors que le vrai savoir fout le camp, c'est porter atteinte aux atouts mêmes de notre système éducatif et à l'avenir de notre jeunesse. Ce fut une levée de boucliers générale de tous les enseignants mise à profit par d'aucuns pour faire l'amalgame avec la réforme dans le secteur public, pour attaquer la CGFP et tenter de nous diviser face au privé et au gouvernement. Cui bono? La marche arrière du ministère constitue certes un temps de répit mais est loin de résoudre le problème. Ce qui est grave ce n'est pas seulement l'enjeu national de la réforme projetée et de ses conséquences, mais ce sont aussi les attaques démagogiques tous azimuts qui visent à affaiblir le seul défenseur représentatif de toute la Fonction publique et ternissent en même temps par des excès de langage l'image de marque de tous les enseignants.

Comme si ce n'était déjà pas assez, le gouvernement récidive et lance un autre projet sensible, la réforme des pensions soi-disant pour éviter au pays *«d'aller droit dans le mur»*, mais en réalité pour faire payer aux actuels et futurs retraités les folies financières de certains patrons de la Haute Finance,



dont les machinations boursières ont mené le monde occidental au bord du gouffre. Qu'un des leurs ose encore se plaindre que la vache laitière bancaire ne puisse plus continuer à donner son lait à l'État, qui l'a sauvée de justesse il y a moins de quatre ans en lui injectant des milliards d'euros du contribuable luxembourgeois est le comble.

Cela se passerait de commentaire si l'on ne voyait pas que la vache laitière continue à se faire traire, offrant des boni juteux à des responsables sans gêne, qui n'ont jamais rendu de comptes de leurs frasques financières, mais qui continuent allègrement à donner des leçons à ce même État en matière d'indexation des salaires, de salaire minimum et de la prétendue flexibilité de l'emploi.

Quoi qu'il en soit, la CGFP n'a pas l'intention de baisser les bras ou de se laisser faire par des antagonistes de tout crin, qui, d'une façon ou d'une autre, par leur influence politique, syndicale ou médiatique veulent en découdre avec la Fonction publique. Forte du soutien inébranlable de ses membres, elle est prête à se battre s'il le faut. Où en serait notre pays s'il n'y avait pas une Fonction publique qui fonctionne bien au service de tous?

Aux responsables politiques de reconnaître publiquement ses mérites et de prendre sa défense quand tous les irresponsables malveillants du coin se retrouvent pour casser du sucre sur son dos.

Emile HAAG

**fonction  
publique**

Organe de la Confédération Générale  
de la Fonction Publique

**CGFP**

Éditeur: CGFP  
28, Dernier Sol, L-2543 Luxembourg  
Tél.: 26 48 27 27 – Fax: 26 48 29 29  
E-mail: cgfp@cgfp.lu

Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30

La reproduction d'articles, même par extraits, n'est autorisée qu'en cas d'indication de la source.

Les articles signés ne reflètent pas nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE  
PORT PAYÉ  
P/S. 141



# L'évasion est proche

**LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:**

**Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger**

**Voyages organisés**

**Billets d'avion, de train et de bateau**

**Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier**

**Tarif spécial pour membres CGFP**

**OUVERT  
LE SAMEDI MATIN**



## LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg  
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu  
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h



Reform des Beamtendienstrechts

# Vorbehaltsklausel ermöglicht Nachverhandlungen

## CGFP und Regierung unterzeichnen Konsenspapier

Nach zum Teil kontroversen Verhandlungen in Bezug auf einen von Regierungsseite vorgelegten Abänderungsantrag zu dem im Juli 2011 von der CGFP erzielten Besoldungsabkommen ist es am Freitag, dem 27. April 2012, zur Unterzeichnung eines Zusatzabkommens gekommen. Zuvor hatten die CGFP-Fachverbände dem Konsenspapier in einer kurzfristig einberufenen außerordentlichen CGFP-Vorständekonferenz zugestimmt, nicht ohne ihrem Unmut über die Vorgehensweise auf Regierungsseite mehr als deutlich Ausdruck zu verleihen.

Demzufolge wird die für 2012 ausgehandelte Einmalprämie von 0,9 Prozent des Jahresgehaltes um zwei Jahre, d.h. auf Mitte 2014, verschoben. Ebenso tritt die Aufbesserung des Punktwertes um 2,2 % zeitversetzt erst zum 1. Januar 2015 in Kraft.

Parallel dazu sieht das nun unterzeichnete Papier vor, dass die kritisierten Punkte aus dem Vorhaben zur Reform des Beamtendienstrechts wie beispielsweise die Einführung eines Bewertungssystems im öffentlichen Dienst auch erst zum 1. Januar 2015 umgesetzt werden. Andere Maßnahmen wie etwa die Aufwertung von bestimmten Laufbahnen treten dem Konsenspapier entsprechend schon 2014 in Kraft.

Mit seiner Zustimmung will der öffentliche Dienst, nicht zuletzt aufgrund seiner besonderen Stellung zu seinem



Im Gegensatz zur Regierung schätzt die CGFP die Entwicklungen bis ins Jahr 2015 als weniger dramatisch ein. Die CGFP basiert sich dabei auf Vorhersagen aus der Vergangenheit, die sich immer wieder als Fehlprognosen entpuppt haben.

Foto: Steve Heilliger

Arbeitgeber Staat, einen konkreten Beitrag zur Sanierung der Staatsfinanzen leisten. Die CGFP erwartet, dass auch andere Kreise, insbesondere diejenigen, die keine Gelegenheit auslassen, den öffentlichen Dienst schlechtzureden, zu einem entsprechenden Schritt bereit sind.

Im Gegensatz zur Regierung schätzt die CGFP die Entwicklungen bis ins Jahr 2015 als weniger dramatisch ein. Die

CGFP basiert sich dabei auf Vorhersagen aus der Vergangenheit, die sich immer wieder als Fehlprognosen entpuppt haben. Aus diesem Grunde pochte die CGFP auch auf eine Vorbehaltsklausel, die Nachverhandlungen vorsieht, sobald die tatsächlich erzielten Werte die nun vorgelegten Prognosen übersteigen. Ohne diesen Zusatz hätte die CGFP-Vorständekonferenz dem Konsenspapier niemals zustimmen können.

Auch wiederholten die CGFP-Fachverbände ihre eindringliche Forderung nach einer weiteren Unterredung mit den für den öffentlichen Dienst zuständigen Ressortministern, um ihre legitimen Belange noch einmal vorbringen zu können. Sie erwarten sich, dass ihre Forderungen von den Regierungsmitgliedern ernst genommen und auch umgesetzt werden.

s.h.

## Avenant

**aux accords du 15 juillet 2011 entre le Gouvernement et la CGFP dans le cadre de la réforme de la Fonction publique et de l'accord salarial, ainsi qu'à l'accord de conciliation du 30 mars 2012.**

Le Gouvernement, représenté par les Ministres Octavie MODERT et François BILTGEN, et

la Confédération Générale de la Fonction Publique C.G.F.P., représentée par Messieurs Emile HAAG, Président, et Romain WOLFF, Secrétaire général,

réitérant leur volonté de mettre en œuvre les deux accords signés bilatéralement le 15 juillet 2011;

confirmant les précisions apportées à l'accord concernant la réforme de la Fonction publique dans le cadre de l'accord de conciliation du 30 mars 2012;

prenant acte que le Gouvernement entend réduire le déficit budgétaire pour les années 2013 et 2014 sans mettre en cause les accords précités;

### ont convenu ce qui suit:

- 1) Le Gouvernement déposera les projets de loi relatifs à l'accord sur la réforme de la Fonction publique et à l'accord salarial, tels que conclus en date du 15 juillet 2011 et précisés par l'accord de conciliation du 30 mars 2012, à la Chambre des Députés en vue de leur adoption au courant de l'année 2012.
- 2) Les textes que le Gouvernement engagera dans les différentes procédures prévoient une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour toutes les mesures prévues par l'accord entre le Gouvernement et la CGFP portant sur la réforme de la Fonction publique, sauf pour celles précisées ci-après qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 sans qu'aucune modification ne soit apportée aux contenus fixés dans les textes précités: la réforme du stage, la suppression de la majoration de l'indice, la modification du système de l'allocation de famille et le système d'appréciation des compétences.
- 3) Afin de garantir les anciennes expectatives de carrière également au cours de l'année 2014, la disposition transitoire actuellement prévue dans les textes garantissant pendant une période de quatre ans les anciennes perspectives de carrière (article 37 de la future loi sur les traitements) est portée à cinq ans pour couvrir également l'année 2014 (décalage de la nouvelle structuration des carrières entrant en vigueur le 1.1.2014 et du système d'appréciation entrant en vigueur le 1.1.2015).
- 4) Les deux parties confirment la mise en œuvre et les modalités de la gestion par objectifs telles que exposées dans les accords mis à part les aménagements suivants:

La première période de référence commencera le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et prendra fin le 31 décembre 2016. Le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2014 sera consacré à la préparation de la gestion par objectifs qui sera mise en œuvre pendant le 2<sup>e</sup> semestre de l'année 2014, comprenant en particulier les premiers entretiens individuels supérieur - agent.

Les deuxièmes et derniers entretiens individuels de cette première période de référence auront lieu au 2<sup>e</sup> semestre de l'année 2016. Ils seront l'occasion à la fois de faire le bilan de la période de référence qui s'achève et de préparer la gestion par objectifs de la période de référence subséquente s'étendant sur les années 2017, 2018 et 2019.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, les entretiens individuels supérieur - agent auront lieu une fois par période de référence, à savoir au cours du 2<sup>e</sup> semestre de la troisième année. Ils seront l'occasion de faire le bilan de la période de référence qui s'achève et de préparer la gestion par objectifs de la période de référence subséquente.

Au cours de la deuxième année de chaque période de référence, un bilan intermédiaire pourra être établi; le principe et les modalités d'un tel bilan devant être arrêtés d'un commun accord avec la représentation du personnel, si elle existe.

- 5) Les dispositions suivantes de l'accord salarial sont différées dans le temps:
  - a) Le versement à tous les agents de l'Etat d'une prime unique de 0,9 % du traitement barémique s'effectuera avec la rémunération du mois d'août 2014.
  - b) L'augmentation de l'indice de base des rémunérations des agents de l'Etat de 2,2 % prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.
- 6) Dispositions finales
  - a) Toutes les mesures énumérées seront appliquées mutatis mutandis, avec à chaque fois les entrées en vigueur respectives aux 1.1.2014 et 1.1.2015
    - aux employés de l'Etat, aux stagiaires, aux volontaires de l'Armée ainsi qu'aux volontaires de police, compte tenu du caractère particulier de l'engagement contractuel
    - aux agents de l'Enseignement, de la Police Grand-Ducale et de l'Armée.
  - b) Constatant que la CGFP a accepté que le niveau général des traitements de la Fonction publique reste inchangé pendant la période législative en cours, le Gouvernement précise qu'il ne prendra pas de mesures touchant exclusivement aux traitements des agents de la Fonction publique, dans le cadre des mesures de redressement de l'équilibre des finances publiques qu'il arrêtera à la fin du mois d'avril 2012 et dont il saisira par la suite la Chambre des Députés.
  - c) Le Gouvernement transposera au 1<sup>er</sup> janvier 2014 les adaptations à caractère sectoriel (dont notamment le reclassement de différentes carrières), qui ne sont pas prévues dans les mesures retenues dans le présent avenant, telles qu'il les aura retenues suite aux dialogues avec les associations professionnelles et syndicales.
- 7) La CGFP ne partage pas les prévisions pessimistes du comité de prévision.

La CGFP se réserve le droit, en cas d'une amélioration significative et durable de l'environnement économique et financier, de revenir à charge et de demander de renégocier l'avenant.

Luxembourg, le 27 avril 2012

Emile HAAG  
Président de la Confédération générale de la Fonction Publique

Romain WOLFF  
Secrétaire général de la Confédération générale de la Fonction Publique

François BILTGEN  
Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Octavie MODERT  
Ministre dél. à la Fonction publique et à la Réforme administrative



Nachgefragt

# „Prognosen sind wenig verlässlich“

Ein Gespräch mit CGFP-Generalsekretär Romain Wolff

**fonction publique:** Herr Wolff, innerhalb von knapp zehn Monaten hat die CGFP gleich vier Abkommen mit der Regierung unterschrieben. Was hat die CGFP dazu bewogen, im vergangenen April wieder an den Verhandlungstisch zurückzukehren? Der Streitfall in Sachen Beamtendienstrecht war gerade mal drei Wochen zuvor beigelegt worden, und die Regierung hatte sich in diesem Papier noch einmal zur Umsetzung des im Juli 2011 erzielten Besoldungsabkommens engagiert...

**Romain Wolff:** Schauen Sie: Das Papier zur Beilegung des von Ihnen angesprochenen Streitfalls war kaum unterschrieben, da hagelte es schon Kritik. Bestimmte Medien haben das ihre dazu beigetragen und nicht einmal bemerkt, dass das Besoldungsabkommen nicht erst jetzt, sondern bereits im Juli 2011 erzielt worden war. Auch die Fraktionsvorsitzenden der Mehrheitsparteien haben den Zeitpunkt für Gehaltserhöhungen im öffentlichen Dienst als unangemessen gewertet und ein Aussetzen des Besoldungsabkommens gefordert. Parallel dazu haben hohe Patronatsvertreter wie beispielsweise der ABBL-Vorsitzende weitreichenden Sozialabbau, auch im öffentlichen Dienst, verlangt...

**fonction publique:** ... und schließlich ist die Regierung auf die CGFP zugekommen mit dem Wunsch auf Neuverhandlungen.

**Romain Wolff:** Richtig. Und die CGFP ist nicht bekannt, eine Berufsorganisation zu sein, die den Dialog verweigert. Genauso wie die CGFP schon immer bereit war, ihren Beitrag zu leisten, wenn die Umstände dies auch verlangt haben. Und so wurden in der zweiten April-Hälfte die Gespräche erneut aufgenommen, wohl wissend, dass die CGFP die düsteren Vorhersagen der Regierung nicht teilte und diesen Prognosen auch heute noch immer skeptisch gegenüber steht.

**„Das Vertrauen, das unsere Mitglieder in die Regierung haben, hat stark gelitten“**

**fonction publique:** Heraus kam ein Konsenspapier, dem Ihre Fachverbände allerdings nur bedingt zugestimmt haben...

**Romain Wolff:** Kritisiert wurde vor allem die Vorgehensweise auf Seiten der Regierung. Es könne nicht angehen, dass Ende März ein Abkommen unterzeichnet werde, das knapp drei Wochen später keine Gültigkeit mehr haben soll, so die Kernaussage vor dem von Ihnen angesprochenen CGFP-Nationalvorstand vom 27. April. Aus den verschiedenen Stellungnahmen wurde vor allem eins deutlich, und zwar dass das Vertrauen, das un-

*Oft werde der Eindruck erweckt, einzig und allein die Privatwirtschaft erhalte das Land am Leben, kritisiert CGFP-Generalsekretär Romain Wolff. Vergessen werde dabei allzu oft, dass ohne einen gut funktionierenden öffentlichen Dienst auch die besten Wirtschaftsunternehmen nicht allzu viel bewirken könnten.*



sere Mitglieder in die Regierung haben, stark gelitten hat. Das kam auch bei der Abstimmung zum Ausdruck: Zwar haben unsere Fachverbände dem Konsenspapier mehrheitlich zugestimmt, das Abstimmungsergebnis lag allerdings weit unter demjenigen aus dem Monat März, als es darum ging, den Streitfall in Sachen Beamtendienstrecht beizulegen. Ich sage Ihnen ganz offen, dass auch ich in den zehn Jahren, denen ich der CGFP-Exekutive nun anhöre, ein solches Vorgehen auf Seiten der Politik noch nicht erlebt habe. Mit ihrer Zustimmung wollten unsere Fachverbände vor allem eins deutlich machen, und zwar zeigen, dass der öffentliche Dienst, nicht zuletzt auch aufgrund seiner besonderen Stellung zu seinem Arbeitgeber Staat, bereit sei, seinen Beitrag zu leisten.

**fonction publique:** In der öffentlichen Debatte wird die Rolle der öffentlichen Funktion oft unterschätzt...

**Romain Wolff:** In der Tat. Und das ist bedauerlich. Oft wird der Eindruck erweckt, einzig und allein die Privatwirtschaft erhalte das Land am Leben. Vergessen wird dabei allzu oft, dass ohne einen gut funktionierenden öffentlichen Dienst auch die besten Wirtschaftsunternehmen nicht allzu viel bewirken könnten. Beispiele hierfür gibt es jede Menge. Stellvertretend für alle anderen möchte ich nur folgende nennen: Können Sie sich eine Gesellschaft vorstellen ohne Polizei, die für Recht und Ordnung sorgt, Lehrer und Erzieher, die unsere Kinder unterrichten und so auf das spätere Leben vorbereiten, ohne eine unabhängige Magistratur, die Recht spricht, Finanzbeamte, die sich um die Einnahmen des Staates bemühen und ihn so funktionsfähig halten, oder staatliches Fachpersonal, das in der Kranken- und Altenpflege Hervorragendes leistet? Diese Liste könnte

man beliebig lang fortsetzen. Aus der Ordnungsbehörde von einst ist längst ein moderner Dienstleister geworden. Doch das wird allzu oft vergessen...

**fonction publique:** Kehren wir zurück zu der nun mit der Regierung eingegangenen Übereinkunft: Eine Neuauflage, sprich ein fünftes Abkommen, können Sie sich nicht mehr vorstellen?

**Romain Wolff:** Also, um es hier noch einmal klar und deutlich zu sagen: Ein weiteres Mal werden wir in dieser Angelegenheit nicht mehr vor unsere Gremien treten. Mit der Unterzeichnung dieses Zusatzabkommens hat der öffentliche Dienst seinen Beitrag zur Sanierung der Staatsfinanzen mehr als geleistet. Nun ist es an anderen Kreisen, ich denke insbesondere an diejenigen, die nicht müde werden, den öffentlichen Dienst pausenlos auf die Schippe zu nehmen, ihren Beitrag zu liefern. Wir jedenfalls sind an unserer Schmerzengrenze angelangt.

**fonction publique:** Und das, obwohl der Finanzminister hat anklagen lassen, dass es sich bei den von ihm vorgelegten Sparmaßnahmen nur um einen Anfang handle...

**Romain Wolff:** Wie gesagt: Nun ist es an anderen, ihre Solidarität zum Ausdruck zu bringen. Wir hoffen, dass das Vorbild des öffentlichen Dienstes auch andere ermutigt, ihren Anteil zu leisten.

**fonction publique:** Sie denken dabei vor allem an das „hohe Patronat“...

**Romain Wolff:** Ganz genau, stellte sich bei der Vorstellung der Staatsfinanzen der ersten drei Monate dieses Jahres durch den Finanzminister am 4. Mai doch deutlich heraus, dass sich die Staatseinnahmen im Vergleich zum Vorjahreszeitraum 2011, das ein Rekordjahr war, auf sehr hohem Niveau eingependelt haben, und dass es die Ausgaben waren, die beträcht-

lich angestiegen sind. Laut Presseberichten sei dies zu einem Großteil auf die Umsetzung der Bipartite-Abkommen mit dem Patronat und ähnliches zurückzuführen. Es reicht jedenfalls nicht, ständig Sozialabbau zu Lasten der Beschäftigten zu fordern. Jetzt können auch die Arbeitgebervertreter zeigen, wie es um ihre Solidarität bestellt ist.

**„Der politische Wille, Steuerhinterziehung zu bekämpfen, scheint zu fehlen“**

**fonction publique:** Die vom Finanzminister in Aussicht gestellte Betriebssteuer wäre ein richtiger Ansatz...

**Romain Wolff:** Bislang kann sich niemand so genau vorstellen, wie diese Steuer aussehen bzw. auf welcher Grundlage sie berechnet werden soll. Zu hoffen bleibt in der Tat, dass den Worten des Finanzministers nun auch Taten folgen werden. Wenn es um die öffentlichen Finanzen tatsächlich derart schlecht bestellt ist wie von Regierungsseite vorgegeben, darf sich niemand seiner Verantwortung entziehen. Wir stellen allerdings fest, dass diese Steuer für Betriebe in der Erklärung von Premierminister Jean-Claude Juncker zur Lage der Nation nicht einmal erwähnt wurde. Finanzminister Luc Frieden hingegen hatte sie im Zuge des von ihm gerade mal eine Woche zuvor vorgestellten Sparpakets noch angekündigt und von Mehreinnahmen von um die 50 Millionen Euro gesprochen. Gerade in einer Zeit, wo die Gesamtsteuere last zusehends von den natürlichen Personen getragen wird, wäre eine solche Abgabe sinnvoll. Es kann ja wohl nicht angehen, dass die privaten Haushalte die Zeche alleine zahlen müssen. Bedauerlich ist im Übrigen auch, dass weder die Steuerhinterziehung noch Maßnahmen zu deren Bekämpfung Gegenstand der Erklärung waren. Der politische Wille, wirksam gegen solche Machenschaften vorzugehen, scheint offensichtlich zu fehlen. Nach einem Anfang 2012 im Auftrag der „Progressive Alliance of Socialists & Democrats“ im Europaparlament erstellten Bericht der „Tax Research LLP“ gingen Luxemburg immerhin 1,5 Milliarden Euro verloren durch das Vorhandensein einer Schattenwirtschaft...

**fonction publique:** Wo wir schon bei der Erklärung des Staatsministers zur Lage der Nation sind: Ein Thema, dem hingegen ein besonderes Augenmerk zukam, war die steigende Erwerbslosigkeit, die verstärkt bekämpft werden soll...

**Romain Wolff:** In der Tat. Und das ist auch richtig so. Die steigenden Arbeitslosenzahlen stellen ein reelles Problem hier im Lande dar. Insbesondere die Jugendarbeitslosigkeit nimmt



**pour une fonction publique  
indépendante,  
unie et solidaire**



nie zuvor gekannte Ausmaße an – und das, obwohl jedes Jahr zigtausende Arbeitsplätze geschaffen werden. Angebot und Nachfrage stimmen offensichtlich nicht überein. Auch für die CGFP muss die Bekämpfung der Erwerbslosigkeit eine Priorität bleiben. Und aus diesem Grunde hat sich die CGFP auch zu keinem Zeitpunkt gegen die Solidaritätssteuer – bekannterweise eine Abgabe, die auf der zu zahlenden Steuer berechnet wird – ausgesprochen.

**fonction publique: Stichwort Wohnungsbau...?**

**Romain Wolff:** Die ständig steigenden Immobilien- und Baulandpreise sind auch uns ein Dorn im Auge. Klein- und Mittelverdiener können sich schon seit längerem den Traum vom Eigenheim kaum noch erfüllen. Die direkte Folge davon: Immer mehr Bewohner Luxemburgs ziehen in die Grenzregionen, wo der Erwerb, zumindest jetzt, noch günstiger ist. Das wiederum führt rasch zu anderen Problemen, verkehrstechnischer Art beispielsweise, oder auch bei der Einschulung der Kinder.

„Die Finanzierung des Eigenheims bleibt ein ernsthaftes Problem“

**fonction publique: Für Haushalte mit mäßigem Einkommen, die auf Miete wohnen, hat der Premierminister die Einführung eines Mietzuschusses angekündigt...**

**Romain Wolff:** In der Tat. Und das ist auch gut so. Gleichzeitig hat er aber auch von der Abschaffung von anderen Fördermaßnahmen in diesem Bereich gesprochen, eben, um diese mit 15 Millionen Euro veranschlagten Zuschüsse zu finanzieren. Hier müssen wir extrem wachsam bleiben. Bei solchen Ankündigungen kommt mir sofort die bereits vor Monaten beabsichtigte Neuregelung der Zugangsbestimmungen zum sogenannten „Béllegen Akt“ in den Sinn. Schon damals hat die CGFP die von Regierungsseite vorgelegte Neuordnung als unsozial zurückgewiesen. Wir werden jedenfalls auf der Hut sein. Und sollte diese Idee noch einmal ins Gespräch kommen, ist von CGFP-Seite mit größtem Widerstand zu rechnen. In der Analyse sind wir uns ja einig: Der Wohnungsbau in Luxemburg stellt für den Durchschnittsverdiener ein ernsthaftes Problem dar. Und wenn das so ist, dann darf überhaupt keine Fördermaßnahme gestrichen werden.

**fonction publique: Kehren wir noch einmal zurück zu dem mit der Regierung unterzeichneten Zusatzabkommen, durch das der öffentliche Dienst konkrete Solidarität bei der Sanierung der Staatsfinanzen zeigt. Können Sie uns noch einmal erläutern, was dieses Papier in seinen großen Linien konkret beinhaltet?**

**Romain Wolff:** Nun, auf Wunsch der Regierung wird die für 2012 ausgehandelte Einmalprämie von 0,9 Prozent des Jahresgehaltes um zwei Jahre, auf Mitte 2014, verschoben. Die Aufbesserung des Punktwertes um 2,2 Prozent tritt zeitversetzt zum 1. Januar 2015 in Kraft. Im Gegenzug werden aber auch die kritisierten Punkte aus dem Vorhaben zur Reform des Beamtendienstrechts erst zum 1. Januar 2015 umgesetzt werden. Dazu zählt etwa die Einführung eines fragwürdigen Bewertungssystems im öffentlichen Dienst. Andere Maßnahmen wie beispielsweise die Aufwertung von bestimmten Laufbahnen treten dem Konsenspapier entsprechend schon 2014 in Kraft.

**fonction publique: Noch Stunden, bevor CGFP und Regierung das Zusatzpapier zum Besoldungsab-**

**kommen unterzeichneten, ging die Rede von – Zitat – „einem letzten Knackpunkt, den es zu beseitigen gelte“. Worum ging es dabei konkret?**

**Romain Wolff:** Nun, Sie wissen, dass die CGFP die düsteren Prognosen der Regierung bis ins Jahr 2015 hinein so nicht teilt, und das aus mehreren Ursachen. Die nun angekündigten Sparmaßnahmen beruhen auf Vorhersagen eines sogenannten „Comité de prévision“, einem negativen Ausblick auf das, was uns in den kommenden Jahren erwartet. Nun wissen wir aber auch, dass sich die amtlichen Vorausschätzungen in der Vergangenheit stets als Fehlprognosen entpuppt haben. Ich darf an dieser Stelle auf die letzte Ausgabe von „fonction publique compact“ verweisen, in der wir in einer zweiseitigen Analyse belegt haben, dass in Luxemburg nicht die Staatsfinanzen, sondern vielmehr die diesbezüglichen amtlichen Voraussagen strukturell krank sind. Und auf solchen Vorhersagen beruhen nun wieder einmal die von Regierungsseite beabsichtigten Sparmaßnahmen bis 2015. Dabei dürfte mittlerweile jedem bekannt sein, dass es schon fast ein Ding der Unmöglichkeit ist, für die kommenden drei oder sechs Monate verlässliche Vorhersagen zu machen. Die CGFP jedenfalls hat auf einen Zusatz in dem Abkommen bestanden, nach dem sie die düsteren Prognosen der Regierung nicht teile. Ich zitiere: „La CGFP ne partage pas les prévisions pessimistes du comité de prévision.“ Und aus diesem Grunde hat die CGFP auch auf eine Vorbehaltsklausel gehalten, die Nachverhandlungen ermöglicht für den Fall, wo sich das finanzielle und wirtschaftliche Umfeld nachhaltig verbessere.

**fonction publique: Das bedeutet, dass das Zusatzabkommen in sechs oder neun Monaten vielleicht schon neu verhandelt werden müsse...**

**Romain Wolff:** Gegebenenfalls Ja. Eins möchte ich an dieser Stelle jedenfalls ganz deutlich zum Ausdruck bringen: Ohne diese Vertragsklausel hätte das Zusatzabkommen unsere Vorständekonferenz niemals passiert.

„Sollten die realen Zahlen die Prognosen übersteigen, wird nachverhandelt“

**fonction publique: Mit den vom Finanzminister angekündigten Maßnahmen versucht die Regierung, den Zentralstaat bis Ende 2014 ins Gleichgewicht zu bringen. Das war allerdings nicht das primäre Ziel, das sich die Regierung vor Jahren gesetzt hatte...**

**Romain Wolff:** Ich erinnere mich noch ganz genau: Bis Ende 2014 wollte man die öffentliche Verwaltung, die „administration publique“, die beinhaltet Staat, Gemeinden und Sozialversicherungen, im Gleichgewicht haben, hieß es noch vor Jahren. Aufgrund ihrer Berechnungen und Analysen ging die CGFP davon aus, dieses Ziel könne bereits bis Ende 2011 erreicht werden. Und siehe da: Ende 2011 war dieses Gleichgewicht fast wieder hergestellt. Nun geht die Regierung einen Schritt weiter und will bis Ende 2014 das Defizit auf Ebene des Zentralstaates ausräumen. Und um dieses Ziel zu erreichen, sollen über die beiden kommenden Jahre bis zu 500 Millionen Euro jährlich eingespart werden.

**fonction publique: Wer den Blick über die Landesgrenzen hinweg wirft, wird schnell mit einer anderen Wirklichkeit konfrontiert. Rating-Abstufungen bringen viele Staaten in Bedrängnis. Einmal abgesehen**

Sanierung der Staatsfinanzen

CGFP: (K)eine Mindeststeuer für Betriebe?

Wenn es die Staatsfinanzen erforderlich machen, muss jeder Hand mit anlegen und seinen Beitrag leisten. Dass der öffentliche Dienst dies nicht nur sagt, sondern auch bereit ist, entsprechend zu handeln, hat er in derartigen Situationen immer wieder bewiesen, zuletzt noch, als er seine Zustimmung gab, das für die Jahre 2011 bis 2013 erzielte Besoldungsabkommen zeitversetzt in Kraft treten zu lassen.

Dass nun aber auch andere Kreise gefordert sind, ihren Anteil zu erbringen, müsste eigentlich eine Selbstverständlichkeit sein. Dies scheint ganz offensichtlich auch der Luxemburger Finanzminister so zu sehen, indem er bei der Vorstellung seines Spar- und Steuerpakets eine Mindestabgabe für Betriebe ankündigte, die dem Staat rund 50 Millionen Euro im Jahr in die Kasse bringen soll, eine annähernd vergleichbare Summe wie diejenige, die durch die zeitliche Verschiebung des Besoldungsabkommens im öffentlichen Dienst jedes Jahr eingespart wird.

Nur: Knapp eine Woche später, bei Gelegenheit der Erklärung zur Lage der Nation, war diese Betriebssteuer auf einmal kein Thema mehr. Nicht nur die CGFP warf die Frage nach dieser Abgabe in einer ersten mündlichen Reaktion auf die Äußerungen des Staatsministers auf, auch in der Abgeordnetenversammlung wurde sich in den diesbezüglichen Debatten danach erkundigt. Eine verlässliche Antwort blieb die Regierung bislang schuldig.

Daher noch einmal die Frage: Wo bleibt die angekündigte Mindeststeuer für Betriebe?

Hinter vorgehaltener Hand meinen mittlerweile selbst Abgeordnete unterschiedlicher Couleur, die Einführung einer solchen Steuer erweise sich als viel zu kompliziert. Das allerdings wäre äußerst bedenklich und so keinesfalls hinnehmbar – gerade in einer Zeit, in der die gesamte Steuerlast ohnehin immer mehr von den Unternehmen auf die privaten Haushalte übertragen wird.

**von den bedenklichen Entwicklungen in Griechenland, ist die viertgrößte Euro-Wirtschaft Spanien im ersten Quartal 2012 in die Rezession gerutscht. Müssen solche Entwicklungen nicht aufhorchen lassen, auch bei uns...?**

**Romain Wolff:** Natürlich. Und Spanien ist ein gut gewähltes Beispiel dafür. Es geht um Finanzprobleme, um eine wachsende Arbeitslosigkeit und um eine verlorengegangene Kreditwürdigkeit. All dies ist äußerst bedenklich, gar keine Frage. Auf der anderen Seite zeigt uns das Beispiel Spanien aber auch ganz deutlich, wie schwierig es ist, selbst für Finanzexperten, verlässliche Prognosen zu machen. Niemand kann mit letzter Gewissheit vorhersagen, wie sich die Lage in Spanien genau entwickeln wird. Und was für Spanien zählt, gilt gleichsam auch für Luxemburg, was Voraussagen betrifft. Und daher war es uns ja auch so wichtig, diese Vertragsklausel in das mit der Regierung unterzeichnete Zusatzabkommen einfließen zu lassen. Sollten die wirklichen Zahlen die vom „Comité de prévision“ vorgelegten Prognosen übersteigen, wird nachverhandelt.

„Die legitimen Interessen unserer Fachverbände müssen ernst genommen werden“

**fonction publique: Selbst die Aussetzung des Besoldungsabkommens scheint nicht nach jedermanns Geschmack zu sein. Gemeint ist vor allem der Vorsitzende des Christlichen Gewerkschaftsbundes LCGB, der bei den 1.-Mai-Feiern Medienberichten zufolge zum Schluss kam, die versprochene Gehaltsaufbesserung für die Staatsbediensteten mache die Diskrepanz zwischen dem öffentlichen Dienst und den Beschäftigten des Privatsektors deutlich. Was antworten Sie auf solche Äußerungen?**

**Romain Wolff:** Nun, der Vorsitzende des LCGB, zu dem ich ein gutes Verhältnis habe, scheint ganz offensichtlich vergessen zu haben, wen seine Gewerkschaft vertritt. Ich darf daran erinnern, dass die Arbei-

ter im Staatsdienst, die Anteil an den CGFP-Erfolgen haben, mehrheitlich im LCGB organisiert sind. Allein von daher ist eine solche Äußerung nicht nachzuvollziehen. Gleichzeitig brachte der LCGB-Vorsitzende mit dieser Äußerung aber auch das Syprolux und seine Spitze ins Schwitzen, die sich unangenehmerweise auf einmal zwischen zwei Stühlen befinden. Auf der einen Seite musste dessen Gewerkschaftsführung diesen Ausführungen mit Applaus beipflichten. Praktisch zum selben Zeitpunkt veranstaltete dasselbe Syprolux dann eine Pressekonzferenz, in deren Verlauf es sein Unverständnis für die zwischen Regierung und CGFP unterschriebene Vereinbarung zum Ausdruck brachte. Ähnlich dürfte es, wie erwähnt, der innerhalb des LCGB organisierten Sektion „Öffentlicher Sektor“ gehen. Auch ihr Vertreter hat anlässlich der 1.-Mai-Feiern munter applaudiert, obschon er ja in erster Linie die Interessen von öffentlich Bediensteten vertreten müsste...

**fonction publique: Kommen wir noch einmal zur Übereinkunft mit der Regierung zurück. Das Zusatzabkommen ist unterschrieben. Wie soll es Ihrer Meinung nach nun weitergehen?**

**Romain Wolff:** Als Dachverband aller im öffentlichen Dienst Beschäftigten wird die CGFP die Entwicklungen der kommenden Wochen und Monaten genauestens im Auge behalten. Und, ich wiederhole, sollten die wirklichen Zahlen besser sein als die Vorhersagen, wird die CGFP erneut auf den Plan treten und, gestützt auf Artikel 7 des Zusatzabkommens, Nachverhandlungen verlangen. Gleichzeitig erwarten wir aber auch, dass die legitimen Belange und Interessen unserer Fachverbände ernst genommen und auch berücksichtigt werden. Sie sehen: Es ist noch nicht aller Tage Abend. Auch sie, unsere über 60 Fachverbände, haben berechnete Erwartungen. Und sollten diese nicht zufriedenstellend erfüllt werden, riskieren wir, dass auf einmal wieder die gesamte Reform in Frage gestellt wird.

**fonction publique: Herr Wolff, haben Sie vielen Dank für dieses Gespräch.**

Die Fragen stellte Steve Heiliger



# Wenn Gewerkschaftsfreiheiten missachtet werden

## Personalvertreter geraten zusehends ins Visier ihrer Obrigkeit

Es soll ja Menschen geben, für die es selbstverständlich ist, nicht nur am Arbeitsplatz gute Leistungen zu erbringen, sondern sich darüber hinaus auch noch für die Belange ihrer Kolleginnen und Kollegen einsetzen und so dazu beitragen, dass sich deren wirtschaftliche, soziale und berufliche Lage stetig verbessert. Dass es auf der anderen Seite aber auch zusehends schwieriger wird, Menschen für diese noble Aufgabe zu gewinnen, ist gleichsam eine Tatsache. Wer sich in einer Gewerkschaft engagiert, befindet sich nämlich zumeist auch noch in einem hierarchisch organisierten Dienst- oder Arbeitsverhältnis, und die gewerkschaftliche Tätigkeit riskiert schnell, zu Spannungen in den Beziehungen zu den Vorgesetzten zu führen. Gewerkschafter haben nämlich nicht die primäre Aufgabe, sich zum Handlanger ihrer Obrigkeit „degradieren“ zu lassen, sondern haben den Auftrag, für die Wahrung der Rechte ihrer Kolleginnen und Kollegen und gegebenenfalls für deren sozialen Fortschritt einzutreten. Das ist eine äußerst vornehme Aufgabe, durch die sich die Personalvertreter allerdings nicht immer und überall beliebt machen – bei manchen Vorgesetzten erst recht nicht, wie die Praxis es zeigt.

### Zum Schutz von Personalvertretern

Diesbezügliche gesetzliche Bestimmungen und Verordnungen haben zum Ziel, Personalvertreter in ihrer beruflichen Laufbahn vor Benachteiligungen, die durch ihre Gewerkschaftsarbeit hervorgerufen werden könnten, zu schützen. Für den öffentlichen Dienst sind das – neben den von Luxemburg ratifizierten und somit verbindlichen Abkommen der Internationalen Arbeitsorganisation OIT – Bestimmungen, die im Beamtendienstrecht verankert sind und den Bediensteten nicht nur die Wahrnehmung einer leitenden Position in einer Personalvertretung ermöglichen, sondern darüber hinaus Benachteiligungen aufgrund dieser Tätigkeit ausschließen möchten. Zitat:

*„Les fonctionnaires jouissent de la liberté d'association et de la liberté syndicale.“*

Und weiter:

*„Aucun fonctionnaire ne peut être empêché d'accepter un mandat au sein de la représentation du personnel, ni être restreint dans sa liberté d'y exercer sa mission, ni être lésé dans ses droits statutaires pour ces motifs.“*

Gerade vor dem Hintergrund dessen, was augenblicklich in manchen Verwaltungen abläuft, macht es durchaus Sinn, diese Bestimmungen noch einmal in Erinnerung zu rufen. Stellvertretend für andere Behörden und staatliche Dienststellen, aus denen uns ähnliche Hilferufe erreichen, sollen hier – als abschreckendes Beispiel – die dubiosen Machenschaften auf Ebene von Ministerium und Kommando der Luxemburger Armee erwähnt werden, die mittlerweile ebenfalls die Berufskammer der öffentlichen Bediensteten auf den Plan gerufen und selbst zu juristischen Schritten geführt haben.

Am Ausgangspunkt des Streitfalls stehen die mehr als fragwürdigen Handlungen zur Unterdrückung von gewählten Personalvertretern, verbunden mit Disziplinarmaßnahmen, die nach Darstellung der Berufskammer der öffentlichen Bediensteten eindeutig gegen bestehendes Recht, insbesondere gegen den bereits angeführten Artikel 36 des Beamtendienstrechts sowie von Luxemburg umgesetzte OIT-Konventionen verstoßen, so etwa:



Bei der Armeeführung scheint man es mit der Anwendung des Beamtendienstrechts nicht so genau zu nehmen – was jetzt zu juristischen Schritten vor dem Verwaltungsgericht geführt hat.

- die Konvention Nr. 87 über die Gewerkschaftsfreiheit und den Schutz des Gewerkschaftsrechts aus dem Jahre 1948;
- die Konvention Nr. 98 über die Organisationsfreiheit und das Recht auf Kollektivverhandlungen aus dem Jahre 1949;
- die Konvention Nr. 151 über die Arbeitsbeziehungen innerhalb des öffentlichen Dienstes aus dem Jahre 1978.

### Beamtendienstrecht in Frage gestellt

Nach Darstellung der Berufskammer der öffentlichen Bediensteten wird die abwegige Handlungsweise der Armeeführung dadurch untermauert, dass diese einen gegen den Vorsitzenden des „Syndicat Professionnel de l'Armée Luxembourgeoise“ (SPAL), einen gewählten Mandatsträger dieser Berufskammer gerichteten und im „Luxemburger Wort“ vom 10. März 2012 veröffentlichten Textbeitrag ungeniert übernahm und auf der offiziellen Internet-Seite der Luxemburger Armee veröffentlichte, wohl wissend, dass es auch zur Aufgabe einer Verwaltung gehört, ihre Bediensteten zu verteidigen und vor Übergriffen zu schützen.

Erschwerend hinzu kommt der Umstand, dass der im LW erschienene Beitrag, in dem der SPAL-Vorsitzende als „polemisierender Aufwiegler“, der das Ansehen der Armee zerstöre, bezeichnet wurde, auf unüberprüfbaren anonymen Quellen – sollte es diese tatsächlich geben – beruhte. Ein Skandal erster Güte, wie es der Rechtsbeistand des SPAL-Vorsitzenden in seinem Schreiben an die Armeeführung treffend zum Ausdruck bringt, ein Schreiben, das letztlich auch bewirkt hat, dass – Zitat – „dieser Wisch“ wieder von der offiziellen Internet-Seite der Luxemburger Armee entfernt wurde.

Dass es die Armeeführung neben fragwürdigen Versetzungen von Personalvertretern und anderen (Disziplinar-) Maßnahmen zu deren Nachteil insgesamt mit der Anwendung des Beamtendienstrechts nicht sehr ernst nimmt, wird aus einem vom „Syndicat Professionnel de l'Armée Luxembourgeoise“ an den vom Verteidigungsminister mit

einer Analyse der Reform der Luxemburger Armee aus dem Jahre 2007 befassten Vermittler Marc Fischbach gerichteten Positionspapiers mehr als deutlich: Aus dem uns vorliegenden vierseitigen Reflexionspapier geht hervor, dass in der Vergangenheit gleich mehrere Vorstandsmitglieder des SPAL aufgrund ihrer gewerkschaftlichen Tätigkeit in ihren statutarischen Rechten beschnitten worden seien – und dies, obwohl das Beamtendienstrecht dies strengstens untersagt (siehe Zitate weiter oben).

Auch wird kritisiert, dass die Personalvertretung, anders als in den statutarischen Bestimmungen vorgesehen, nicht von Anfang an in die Ausarbeitung von Gesetzestexten die Armee betreffend eingebunden worden sei. Dies sei u.a. der Fall gewesen bei der Ausarbeitung wichtiger Gesetzesvorlagen wie beispielsweise derjenigen zur Reform der Armee in den Jahren 2006 und 2007, einem Text zur Nachbesserung des Disziplinarrechts bei Armee, Polizei und Generalinspektion der Polizei in den Jahren 2005 bis 2012, und, ebenfalls im Jahre 2012, bei der Erstellung eines Zusatzentwurfs zur Abänderung eines Gesetzestextes aus dem Jahre 1952 über die Organisation innerhalb der Armee.

### „dès le stade de l'élaboration...“

Und dabei sieht das Beamtendienstrecht ausdrücklich vor, dass die Personalvertretungen bereits zum Zeitpunkt der Ausarbeitung von Texten ihre Verwaltung betreffend eingebunden werden müssen und sichert ihnen das Recht zu, – Zitat – „de se prononcer, dès le stade de l'élaboration, sur les modifications à apporter au régime de service du personnel de l'administration qu'elle représente ainsi qu'aux règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services“.

Auch mit den im Beamtenstatut verankerten regelmäßigen Zusammenkünften der Personaldelegation mit der Verwaltungsdirektion scheint es die Armeeführung offensichtlich nicht allzu ernst zu nehmen. Auch diese Bestimmung aus dem Beamtendienstrecht verdient es, noch einmal hervorgehoben zu werden.

Darin heißt es wörtlich:

*„Un calendrier des entretiens réguliers entre la représentation du personnel et la direction d'une administration est établi annuellement, et au plus tard pour le 15 décembre de l'année précédant celle qu'il concerne. Ce calendrier fixe au moins deux dates d'entretiens par an.“*

Laut dem Positionspapier wird schon seit Jahren kein vorausschauendes Tagungskalendarium mehr erstellt. Zwar würden Termine vereinbart und auch wahrgenommen, doch seien die Vorlaufzeiten einfach zu lang, kritisiert der SPAL. Eine Anfrage vom 18. Oktober 2011 beispielsweise sei bis heute unbeantwortet geblieben, heißt es in dem Positionspapier. Auch wolle der SPAL verstärkt eingebunden werden in Aufgaben, die ihm laut Beamtenstatut zustünden, wie die Verbesserung der Arbeitsbedingungen oder die Umsetzung von Schutzmaßnahmen zur Sicherheit am Arbeitsplatz.

Genau wie andere Berufsvertretungen möchte auch der SPAL mit seiner Tätigkeit keinesfalls das Ansehen der Verwaltung „zerstören“, wie anonyme Stimmen in dem bereits oben erwähnten Zeitungsbeitrag irreführend behaupten, sondern aus gewerkschaftlicher Sicht einen konkreten Beitrag zu einer verbesserten Arbeitsweise innerhalb der Verwaltung leisten. „Das geht allerdings nur auf eine konstruktive Art, indem den Prinzipien einer Dreierkonstellation bestehend aus Ministerium, Verwaltung und Personalvertretung wieder Rechnung getragen wird“, verlautet es aus dem SPAL-Führungsgremium. Denn werde dieses Modell erst bei der Armee in Frage gestellt, drohe dieser Umstand sich schnell auf andere Bereiche des öffentlichen Dienstes und der Privatwirtschaft auszuwirken.

Ein Grund mehr für die CGFP, sich der Angelegenheit anzunehmen, um ähnlichen Vorkommnissen in anderen öffentlichen Bereichen rechtzeitig vorzubeugen. Eine Warnung aber auch an all jene, die versucht wären, sich ähnlicher Einschüchterungsmethoden gegenüber den Personalvertretungen zu bedienen.

s.h.



# StandPunkte

Nach dem politischen Wechsel im höchsten Staatsamt der französischen Republik und den wenig erbaulichen Parlamentswahlen in Griechenland treten, nach den turbulenten Wochen vor der Erklärung zur Lage der Nation, die nationalen Themen wieder in den Vordergrund.

Seit geraumer Zeit sind verschiedene Reformvorhaben der Regierung in aller Munde. Obwohl sie den einen nicht weit genug zu gehen scheinen und anderen wiederum viel zu weit, so ist unbestreitbar, dass es für die Gesellschaft gewinnbringende Reformen immer schon gab und sie auch in Zukunft unabdingbar bleiben.

So wurde 2009 eine aus CGFP-Sicht durchaus ausgewogene Lösung beim Zugang von EU-Bürgern zum öffentlichen Dienst getroffen. Sie wurde daraufhin umgesetzt und es stellt sich heraus, dass sie auch heutzutage für gewisse Kreise noch hochaktuell ist. Bester Beweis hierfür sind die letzte Woche von der UEL gemachten Aussagen, die darüber hinaus eine für uns nicht hinnehmbare Frontalattacke auf das öffentlich-rechtliche Statut darstellen.

Thematisiert wurde dies erneut im jüngsten „bulletin économique de la Chambre de commerce“ von März 2012, wo sich auf zum Teil recht provokante Art und Weise auf schier unzähligen Seiten unter dem Titel „Le rayonnement transfrontalier de l’économie luxembourgeoise: la diversité règne, l’intégration piétine“ größtenteils, aber nicht nur, mit einer geschichtlichen Aufbereitung all dessen, was seit dem Gesetz vom 17. Mai 1999, welches zu einer ersten weitreichenden Öffnung des öffentlichen Dienstes für EU-Bürger geführt hat, bis zum heutigen Tage passiert ist, befasst wird.

Der Autor kann sich gleich zu Beginn nicht verkneifen, dass dieses Gesetz indes nicht zu einer beträchtlichen Einstellung von Bediensteten Nicht-Luxemburger Nationalität geführt habe, seien doch die sprachlichen Anforderungen nicht gut proportioniert, sprich dem Luxemburgischen zu viel Bedeutung zugemessen worden.

Ich komme nicht umhin, an diesem Punkt gleich zwei bezeichnende Feststellungen genereller Art zu dieser Veröffentlichung zu machen:

Zum einen schreibt der ungenannte Autor über die naturalisationswilligen Nicht-Luxemburger Folgendes: *„Ce potentiel naturalisable de plus de 120.000 personnes pourrait faire gonfler le stock de nationaux de presque 40% par rapport à la situation actuelle“*. Die Handelskammer schlägt also vor, den Bestand, den Vorrat an eigenen Staatsangehörigen zu optimieren, so als würde es sich bei ihnen um eine Ware handeln. Dieser Sprachgebrauch ist klar beleidigend, denn bei Menschen darf doch nicht, wie bei einem Produkt, von Handelswert gesprochen werden.

Zum anderen vertritt die Patronatskammer die Meinung, dass das Wahlvolk gealtert und somit immer weniger stellvertretend für die sozio-ökonomischen Realitäten des Landes geworden ist. Zitat: *„Les non-actifs (...) et les salariés de la fonction publique (...), dotés légitimement du droit de vote, sont deux segments de population à l’écart de la nouvelle donne, économique d’abord, et linguistique ensuite, mais qui influencent les choix politiques de manière significative (...), voire de façon disproportionnée“*. Auf diese verletzende Weise spielt die Handelskammer auf die Luxemburger als eine im Aussterben begriffene überkommene Sprach- und Kulturgemeinschaft an, die laut ihr in einem von den Realitäten der irdischen Welt abgeschnittenen Reservat zu leben scheint.

Alsdann bricht die Handelskammer des Weiteren eine Lanze für eine gesteigerte Benutzung der französischen und deutschen Sprache im alltäglichen Gebrauch. Und wolle man ein hohes Maß an sozialem Zusammenhalt in der Gesellschaft erlangen, dann dürfe auf keinen Fall die Wichtigkeit der Luxemburger Sprache im politischen und verwaltungstechnischen Bereich über Maß verstärkt werden.

Und dann lässt der Autor des in unserer ersten Amtssprache verfassten Artikels die Katze definitiv aus dem Sack : Über eine für ihn notwendige Neuerung im Bereich der Handhabung der Sprachen im öffentlichen Dienst müssten, stets unter dem Aspekt

## „Lëtzebuergesch“ überflüssig?



Romain Wolff,  
CGFP-General-  
sekretär

von einem Mehr an sozialer Kohäsion in unserer Gesellschaft, Gehaltsunterschiede abgebaut und ein generalisiertes Einheitsstatut realisiert werden. Dass diese Rede, mit der die Handelskammer wohl den Anschein einer sozialen Geisteshaltung erwecken will, einzig und allein die Schaffung von billigen Arbeitskräften bezweckt, wird dem kritischen Leser sehr schnell ersichtlich.

Gar kein Verständnis hat der Verfasser dafür, dass durch die Reform der weiteren Öffnung des öffentlichen Dienstes 2009 Bereiche wie die Fiskalverwaltungen gänzlich den Luxemburger Staatsangehörigen vorbehalten bleiben, betreffen diese doch wirklich alles andere als die Ausübung von hoheitsrechtlichen Aufgaben. Darüber hinaus vertritt die Handelskammer die Auffassung, die heute schon in Teilen bestehende Dispens der gleichsam Kennntnis aller drei Amtssprachen müsste auf die Gesamtheit der administrativen oder „back-office“-Posten sowie auf alle Stellen der unteren Laufbahnen ausgedehnt werden. Allgemein gehe es nicht an, dem Teil des Personals, das wenig bis gar nicht in Kontakt mit der Bevölkerung komme, eine Dreisprachigkeit aufzuzwingen.

Fazit ist, dass die Arbeitgeberkammer, die Solidarität meistens bei anderen fordert, wie schon so oft sozialen Abbau im öffentlichen Dienst predigt, mit der fadenscheinigen Begründung, damit würden der soziale Zusammenhalt in unserer Gesellschaft gestärkt und eine bessere Integration der EU-Bürger in die Gemeinschaft sowie in den öffentlichen Dienst gewährleistet.

Die 2009 getroffene, aus CGFP-Sicht immer noch durchaus ausgewogene Lösung beim Zugang von EU-Bürgern zum öffentlichen Dienst sieht vor, dass auch künftig hoheitsrechtliche Aufgaben ausschließlich von Bediensteten luxemburgischer Staatsangehörigkeit wahrgenommen werden, so zum Beispiel in Bereichen wie Armee, Polizei, Magistratur und Fiskalverwaltungen.

Was die eigentlichen Zugangsbedingungen zum Staatsdienst betrifft, so sollten die damals ohnehin schon bestehenden Vortests in den Sprachen Deutsch, Französisch und Luxemburgisch systematisiert und professionalisiert werden, und im traditionellen Zulassungsexamen wurde damals festgehalten, dass auch Kenntnisse bezüglich der Luxemburger Geschichte zusätzlich geprüft werden sollten.

*„Si le niveau de maîtrise de la langue nationale est jugé suffisant aux fins de la naturalisation, l’intéressé ne devrait pas être tenu de représenter une épreuve de langue dans le contexte de l’accès à la fonction publique“*. Die Handelskammer will ganz offensichtlich, über den Umweg der Verschlechterung der sprachlichen Kenntnisse, sozialen Abbau im öffentlichen Dienst vorantreiben, und somit die Gewährleistung eines effizienten öffentlichen Dienstes im Interesse aller, Bürgerinnen und Bürger sowie der von ihnen vertretenen Unternehmer, billigend in Frage stellen.

Für die CGFP jedenfalls kann es einen gut funktionierenden öffentlichen Dienst nicht ohne die hinreichende Beherrschung unserer Nationalsprache, des „Lëtzebuergesch“ geben. Dafür werden wir auch in Zukunft eintreten!

Die Stahlkrise der 70er Jahre war der Auslöser für die damalige Thorn-Vouel-Berg-Regierung (1974-1979), alle wirtschafts- und sozialpolitischen Kräfte des Landes an einem Tisch zu vereinen, um gemeinsam Auswege zu finden: Die Tripartite oder – anders ausgedrückt – das Luxemburger Modell war geboren. In dieser Zeit, aber auch in den Folgejahren war die Tripartite stets darum bemüht, tragbare Lösungen im Interesse des Luxemburger Landes und seiner Bevölkerung zu erarbeiten. Alle Beteiligten leisteten ihren Beitrag, was letztendlich immer wieder zu einem erfolgreichen Ergebnis geführt hat.

Somit hat sich das Luxemburger Modell lange Zeit bewährt, bis vor kurzem, als sich auf einmal keine Einigung mehr finden ließ. Die Ursachen hierfür sind unterschiedlich und vielseitig. Der Hauptgrund allerdings ist auf Arbeitgeberseite zu suchen, wo das Sozialdenken völlig fehlte und bereits vor den eigentlichen Verhandlungen eine mehr als fragwürdige Haltung eingenommen wurde. Darüber hinaus entpuppen sich die Verhandlungspartner auf Arbeitgeberseite à la Ernst-Wilhelm Contzen oder Michel Wurth und Co. immer mehr als bloße Handlanger der ausländischen Kapitaleigner, die weder ein Interesse an Luxemburg noch an seiner Bevölkerung haben, sondern für die lediglich die Optimierung der Gewinne zählt. Durch ihre jüngsten Attacken auf das Beamtentum und ihren Großangriff auf den Sozialstaat haben sie jedenfalls noch mehr an Glaubwürdigkeit verloren und sich als ernstzunehmende Sozialpartner disqualifiziert.

Beruhten die Tripartite-Verhandlungen in der Vergangenheit auf mehr oder weniger verlässlichem Zahlenmaterial, so wird heute bereits im Vorfeld solcher Dreier-Runden Desinformationspolitik betrieben, die ihresgleichen sucht. Zweifelhafte Behauptungen werden als bahre Münze angeboten. Wie weit diese tatsächlich der Wirklichkeit entsprechen, sei dahingestellt. Wie aber kann man infolge dessen später ehrliche Verhandlungen führen und dazu beitragen, Lösungen für die Probleme der Bevölkerung zu finden, insbesondere derjenigen, die von Mittel- und Arbeitslosigkeit betroffen sind?

Apropos Erwerbslosigkeit: Vor allem unter den Jugendlichen legen die Arbeitslosenzahlen pausenlos zu, während die Altersarbeitslosigkeit weitgehend durch Maßnahmen wie die der Vorruhestandsregelung und sogenannte Beschäftigungsinitiativen aufgefangen – um nicht zu sagen – verschleiert wird.

Desinformation – um auf diesen Begriff zurückzukommen – lässt sich laut Wörterbuch definieren als „die gezielte Verbreitung von Falschdarstellungen, Halbwahrheiten, Unwahrheiten und Lügen, um die öffentliche Meinung zu beeinflussen.“ Zur „gezielten Desinformationspolitik“ des luxemburgischen Patronats zählte in jüngster Vergangenheit auch die über die Medien verbreitete Kritik an den Gewerkschaften, weil diese den letzten Tripartite-Gesprächen ferngeblieben waren. Geflissentlich wurde dabei aber verschwiegen, dass die Arbeitnehmervertretungen dies einzig und allein aufgrund von unverantwortlichen Vorab-Äußerungen des Patronats taten, und dass es die hohen Arbeitgebervertreter selbst waren, die sich bereits Monate zuvor vom Sozialdialog verabschiedet hatten, durch die von ihnen betriebene Politik der leeren Stühle im Wirtschafts- und Sozialrat.

## Aufrichtig und selbstlos



Camille M.  
Weydert,  
CGFP-Vize-  
präsident

Wir stellen also fest: Die gerade von diesen Kreisen gezielt betriebene Desinformationspolitik auf Kosten der Arbeitnehmerschaft im Allgemeinen und des öffentlichen Dienstes im Besonderen ist nicht neu. Ganz im Gegenteil: Immer wieder schon ist versucht worden, die Gesellschaft auf diabolische Art zu spalten. Bei einem Teil der Bevölkerung wird durch diese unverantwortliche Vorgehensweise Sozialneid geschürt, einem anderen Teil der Bevölkerung soll ein schlechtes Gewissen vermittelt werden – dies alles vor dem Hintergrund einer kaum zu überbietenden Profitgier (kann auch als Habgier bezeichnet werden), die erwiesenermaßen Verursacher der derzeitigen „Krise“ ist.

Es klingt wie blanker Zynismus, wenn der Vorsitzende der ABBL, Ernst-Wilhelm Contzen, den Luxemburgern vorgeben möchte, was zu tun und was zu lassen ist. Sind es nicht die Banker, welche die Krise verschuldet und ganz offensichtlich bis heute nichts dazugelernt haben? Wurden die Banken nicht durch Steuergelder gerettet, während ihre Bonzen nicht davor zurückschrecken, auch weiterhin astronomische „Löhne“ einzustreichen und gleichzeitig den Mindestlohn, den „Index“ und die Pensionsaufwertungen in Frage zu stellen? – eine skandalöse Doppelmoral!

Falls wir es in Zukunft nicht fertigbringen, wieder ehrlich miteinander umzugehen in den Bemühungen, die wirtschaftlichen und sozialen Probleme des Landes in den Griff zu bekommen; wenn wir uns weiterhin auf fragwürdiges Zahlenmaterial (bewusst oder durch Inkompetenz, dies sei mal dahingestellt) berufen; wenn wir nicht gewillt sind, einen aufrichtigen tabufreien Dialog zu führen; wenn wir nicht darauf verzichten, die Gegenseite bei anstehenden Verhandlungen über den Tisch ziehen zu wollen; und wenn wir nicht bereit sind, zweckmäßige, der Allgemeinheit und dem Lande dienende Lösungen zu erarbeiten, dann sind die künftigen Tripartite-Verhandlungen von vornherein zum Scheitern verurteilt. Ob wir uns dies allerdings noch leisten können, steht auf einem anderen Blatt.



CGFP-Services

# CGFP-Versicherungsangebot neu strukturiert

## CGFP Assurances S.A. nahm offiziell ihre Tätigkeit auf



Auch weiterhin den CGFP-Mitgliedern die gewohnt günstigen Bedingungen für ihre Versicherungsverträge bieten, das bezweckt die Agentur „CGFP Assurances“, so betonte deren Verwaltungsratspräsident Paul Zimmer

Im Rahmen einer sympathischen Feierstunde am Sitz von „CGFP Assurances“ wurde die neu geschaffene Versicherungsagentur für CGFP-Mitglieder und ihre Familienangehörigen am Freitag, dem 11. Mai 2012, offiziell ihrer Bestimmung übergeben. Bekanntlich hat CGFP Services das Versicherungsangebot für CGFP-Mitglieder mit der Schaffung einer eigenen Agentur neu organisiert. Versicherungspartner ist die Baloise-Gruppe, die seit über 120 Jahren in Luxemburg tätig ist (siehe hierzu auch die Seiten 14 und 15 in dieser Ausgabe).

### Im Interesse der CGFP-Mitglieder

Im Namen des Verwaltungsrates von „CGFP Assurances“ hieß Paul Zimmer die geladenen Gäste willkommen, darunter die Mitglieder der CGFP-Exekutive, Vertreter der BHW-Bausparkasse als CGFP-Kooperationspartner sowie Vorstandsmitglieder der Baloise. Nachdem er sich bei allen, die durch ihren Beitrag



Eine für beide Partner vorteilhafte Zusammenarbeit soll in erster Linie den CGFP-Mitgliedern einen Mehrwert bringen, sagte bei der offiziellen Vorstellung André Bredimus, Generaldirektor von „Baloise Assurances“

maßgeblich an der Schaffung der neuen Gesellschaft, ganz im Interesse der CGFP-Mitglieder, beteiligt waren, recht herzlich bedankt hatte, ging der Redner kurz auf Sinn und Zweck der neuen Versicherungsstruktur ein.

So hätten externe Umstände mit ihrem vorherigen belgischen Partner CGFP-Services dazu bewogen, die Dienstleistungen für CGFP-Mitglieder im Versicherungsbereich nach außen besser sichtbar zu machen, eben durch die Schaffung einer eigenständigen Versicherungsagentur.

Der neuen Gesellschaft wünschte Paul Zimmer einen wirtschaftlichen Aufschwung, ganz im Sinne der CGFP-Mitglieder und ihrer Familien sowie der künftigen Kundschaft von „CGFP Assurances“.

### Nahe am Kunden

Aus Sicht der Baloise-Gruppe erläuterte Generaldirektor André Bredimus die künftige Zusammenarbeit seiner Gesellschaft mit der neu geschaffenen Agentur. Bereits bei den vorbereitenden Arbeiten sei darauf geachtet worden, eine für beide Partner vorteilhafte Zusammenarbeit anzustreben, die gleichzeitig auch noch einen

Mehrwert für die CGFP-Mitglieder bringe.

So seien die Mitarbeiter der neuen Versicherungsagentur auf der einen Seite äußerst nahe am Kunden, in der Regel ein CGFP-Mitglied, um sich seinen Bedürfnissen anzunehmen. Als Sachverständige stünden sie dann, gestützt auf eine wirksame EDV, mit der Baloise-Gruppe in direktem Kontakt, was wiederum den CGFP-Versicherungskunden zugute komme. In den Rahmen der Bemühungen um eine zufriedene Kundschaft fielen im Übrigen auch die von der Baloise-Gruppe durchgeführten vorbeugenden Maßnahmen, die dazu dienten, Schadensfälle erst überhaupt nicht aufkommen zu lassen.

Mit einem Empfang zu Ehren der geladenen Gäste wurde die sympathische Feierstunde beschlossen.

s.h.

[www.cgfp-assurances.lu](http://www.cgfp-assurances.lu)

**CGFP**  
Assurances



Im Rahmen einer sympathischen Feierstunde am Sitz von „CGFP Assurances“ wurde die neu geschaffene Versicherungsagentur für CGFP-Mitglieder und ihre Familienangehörigen offiziell ihrer Bestimmung übergeben

## L'ambassadeur des Etats-Unis rend visite à la CGFP

Le lundi 23 avril 2012 l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Luxembourg, M. Robert A. Mandell, a effectué une visite de courtoisie à la CGFP, l'organisation syndicale représentative de la fonction publique luxembourgeoise. M. Mandell est en mission au Grand-Duché depuis octobre 2011.

Lors de sa visite dans les locaux de la CGFP, M. l'ambassadeur, accompagné du Premier Secrétaire Ashley Bagwell, fut reçu par les dirigeants de la CGFP, en l'occurrence le Président fédéral, M. Emile Haag, et le Secrétaire général, M. Romain Wolff, ainsi que le Chargé des Relations publiques, M. Steve Heiliger.

Dans son allocution de bienvenue, M. Emile Haag présenta brièvement la CGFP qui, en tant qu'organisation de façade, représente toute la fonction publique sur l'échiquier social et se

révèle être le seul interlocuteur qualifié du gouvernement pour les questions d'ordre général tandis que les organisations membres de la CGFP défendent de manière autonome les intérêts propres au secteur et à la carrière spécifique qu'elles représentent.

M. Haag insista surtout sur la neutralité idéologique et l'indépendance politique de son organisation, qui constituent sa force et qui font qu'elle n'ait de compte à rendre qu'à ses adhérents.

M. l'ambassadeur a relevé surtout les excellentes relations existant depuis toujours entre le Luxembourg et les Etats-Unis.

L'échange de vues portait enfin sur des questions d'actualité politique et économique, nationale et européenne.

s.h.

Photo: Steve Heiliger





# Zur neuen staatlichen Ausgabenkultur

## Einige respektlose Überlegungen



Austerität zur Finanzierung der Prestigeausgaben?

Eine neue Ausgabenpolitik braucht der Staat. Darüber sind sich alle eins. Nur fragt es sich, ob nicht das Pferd vom Schwanze her aufgezäumt wird. Und ob der Übereifer der Austeritäts-Fanatiker nicht auch die notwendige Förderung der wirtschaftlichen Konjunktur und des erforderlichen Aufschwungs, auch im Interesse des Arbeitslosen, vergessen lässt.

### Teure Wähler

Ein guter Ansatz für Sparanstrengungen könnte bei der Finanzierung der politischen Parteien beginnen. Diese hat in Luxemburg ein bedenkliches Ausmaß angenommen, das je-

denfalls einmalig in Europa und der Welt ist.

Kleine europäische Länder wie Malta und Lettland kennen keine Beihilfen für die politischen Wahlkämpfer: Auch in großen Ländern sind sie zuweilen bescheiden, so beispielsweise in Großbritannien mit dem Gegenwert von 0,33 Euro pro tatsächlichen Wähler.

In den Niederlanden gibt es 1,68 Euro pro Wähler, in Belgien 2,77 und in Frankreich 3,98 Euro. In Deutschland, wo man im Gegenzug den politischen Parteien viele und präzise Auflagen macht und ihre Buchhaltung einer genauen Prüfung unterwirft, gibt es 3,08 Euro. Der gesamteuropäische

Durchschnitt liegt bei 3,73 Euro. Und wie ist dies in Luxemburg, wollen Sie wissen, lieber Leser?

Ja, da gibt es 21,05 Euro pro Wähler, was 564% des EU-Durchschnitts entspricht, und 683% des deutschen, 529% des französischen und 760% des belgischen, 1253% des niederländischen und 6379% des britischen Niveaus.

### Schweigen im Blätterwalde

Die hier angeführten Zahlen wurden übrigens zusammengetragen vom griechischen Rechnungshof und unter anderem vom deutschen Magazin Wirtschaftswoche veröffentlicht. Ja, es muss schon eine solide Krise geben, bevor man sich der Missstände bewusst wird.

In Luxemburg aber wird ein derartiges Problem aus gutem Grund nicht von der „vierten Gewalt im Staat“, der Presse, thematisiert. Schließlich haben wir in Luxemburg ebenfalls die aberwitzigste und teuerste Presseförderung der Welt.

### Das gute Vorbild

Die tollste staatliche Ausgabenkultur hierzulande aber hat unsere Abgeordnetenversammlung, das einzige Parlament der Welt, wie es scheint, dessen Volksvertreter einen 13. Monat kassieren, genau wie die Regierungsmitglieder. Ist es nicht absonderlich, ja grotesk, dass in Luxemburg die Budgetkredite zu Gunsten des Parlamentes nicht den normalen Regeln des staatlichen Finanzgebarens und der Ausgabenkontrolle unterliegen?

Im Staatshaushalt steht hier schlicht und ergreifend eine einzige Zeile „Chambre des Députés 31.210.471“,

was übrigens einer Steigerung um 11% gegenüber dem Vorjahr entspricht und dem Gegenwert von 1.259.027.279 Franken. Eine Milliarde zweihundertneundfünfzig Millionen Franken.

Für die übrigen Ausgabenposten der staatlichen Verwaltungen und Institutionen dagegen findet man im Budget einen richtigen Wust an Einzelheiten aufgeführt, bis hinab zu lächerlichen Beträgen von nur 100 Euro. Deshalb machen die Kredite des Haushaltsprojektes auch jedes Jahr über 500 Seiten aus, ohne die Erläuterungen und Rechtfertigungen. Unser Parlament aber ist budgettechnisch und finanzpolitisch eine undurchdringliche „Blackbox“, in der eine halbe Million Euro pro Volksvertreter verschwinden, ohne dass dem Steuerzahler eine Rechenschaft abgelegt würde.

### Ruck, zuck

Den vollen Betrag lässt sich das Parlament einfach zum Jahresbeginn überweisen, so dass keinerlei Ausgaben zu belegen oder zu rechtfertigen sind. Es wäre somit zwecklos, die Regierung oder den Finanzminister zu fragen, ob es denn etwa nicht stimmt, dass jedes Mal kurz vor den Parlamentswahlen noch schnell alle Abgeordneten, im Hinblick auf eine mögliche Nicht-Wiederwahl, großzügiger Weise mit neuen persönlichen PCs und Laptops beglückt werden, auch diejenigen von ihnen, die nicht einmal wissen, wie man so ein Ding einschaltet?

Weil niemand eine derartige Frage stellt, und die Regierung ohnehin in der Unmöglichkeit wäre, sie verbindlich zu beantworten, wollen wir die Antwort liefern. Ja, das stimmt schon, und es gehört offensichtlich zur unserer traditionellen Ausgabenkultur. Genau wie die unzähligen Dienstreisen unserer Parlamentarier zu ihren Kollegen auf alle möglichen Kontinente, alles tolle Ausflüge „aux frais de la princesse“, deren praktischer Nährwert nicht zu erkennen ist.

### Lèse-majesté

Wir wollen unsere Überlegungen hier abbrechen, weil hier nun bereits so viel gesagt wurde, dass wohl ein „Wort“-Leitartikler uns unterstellen wird, wir hätten die Abschaffung der Demokratie gefordert. So wie er hinterhältigerweise unsere Frage nach dem Sinn des extrem kostspieligen Luxemburger Wahlkampfes für einen Sitz im Weltsicherheitsrat ohne Wimperzucken als einen Angriff auf die Luxemburger Entwicklungshilfe hinstellte.

Bei den politischen Überlegungen zur neuen Sparkultur soll es keine Tabus geben, wie es heißt. Ja, aber die richtigen Heiligen Kühe stehen wohl weiterhin unter Denkmalschutz.

J.J.

Jede  
Stimme  
zahlt

Parteien-  
hilfe je  
gültiger  
Wähler-  
stimme  
(in Euro)

Luxemburg	21,05
Finnland	12,25
Zypern	11,05
Griechenland	9,39
Estland	8,52
Bulgarien	6,79
Schweden	6,76
Irland	6,13
Slowenien	5,44
Italien	5,16
Dänemark	4,88
Portugal	4,33
Frankreich	3,98
Tschechien	3,75
Ungarn	3,71
Polen	3,69
Litauen	3,53
Spanien	3,49
Slowakei	3,43
Österreich	3,38
Deutschland	3,08
Belgien	2,77
Rumänien	2,61
Niederlande	1,68
Großbritannien	0,33
Lettland	0
Malta	0

Quelle: Griechischer Rechnungshof

## Die neue Ausgabenkultur im Lande

aus der Sicht des Chansonsängers Serge Tonnar

„mee wat ech haut um radio héiren hunn  
huet mech enges bessere beléiert  
de präsidant vun der chamber dee war drunn  
a wat dee sot, dat ass einfach onerhéiert  
  
fir déi aarm wéi fir déi räich  
’t ass finito mam schampëss aus frankräich  
’t gëtt just nach crémant an der chamber  
mee gott sei dank sinn ech do net member“



# Antwort an einen vorlauten Banker

Flügelhafte Anrempelungen sind wir im Luxemburger Sozialdialog seit Jahren seitens der Fedil gewohnt. Die Vertreter der Bankenwelt dagegen hielten sich lange vornehm zurück. So wie die Leute, die Geld haben, nicht vom Geld reden, genauso haben auch die Banken in der Öffentlichkeit kein Aufhebens gemacht um ihr Geldverdienen oder um die eventuellen Schwierigkeiten, noch mehr Geld zu verdienen.

Das ist allerdings anders geworden, seit der Chef der hiesigen Deutschen Bank zum Chef aller hiesigen Banken aufgerückt ist, also zum ABBL-Präsidenten. Der hilft nun kräftig mit, die Botschaft zu verbreiten, dieses Land werde nicht regiert. Bloß, weil unsere Regierung nicht bereit ist, die ultraliberal-neokonservativen Mythen, Thesen und Forderungen eins zu eins zu übernehmen und umzusetzen.

## Öffentliche Hetze

Im März diktierte der Bankenboss einem Wort-Redakteur in die Feder: „Um es ganz deutlich zu sagen: Der ganze Indexmechanismus muss weg. Es kann nicht sein, dass die Privatwirtschaft das Geld verdient, das der Staat für höhere Beamtengehälter ausgibt.“ Welche Karikatur! Einerseits die fleißige, Leistungen erbringende und Steuern zahlende Privatwirtschaft, und andererseits der träge, Kosten verursachende Beamtenapparat.

Eine derartige Einteilung der Menschen in Produktive und Unproduktive ist primitivster Klassenkampf-Hetze in guter Fedil-Tradition: Hier werden die öffentlich Bediensteten hingestellt als kostspielige Schmarotzer, als volkswirtschaftliche Trittbrettfahrer, die ohne Leistung mitreisen und dann auch noch die Frechheit haben, Ansprüche zu stellen.

Dabei weiß der Herr ABBL-Vorsteher, der den Mund so voll nimmt, sehr wohl, dass es gerade die Mitarbeiter der Bankenaufsicht, des Versicherungskommissariats, der Zentralbank, der Steuer- und Justizverwaltungen (um nur diese zu nennen) sind, die nicht nur mustergültig die Spielwiese der privaten Finanzplatz-Akteure in Ordnung halten, sondern auch ständig deren international attraktives Geschäftsumfeld verbessern. Und die übrigen öffentlich Beschäftigten haben nicht weniger Verdienste.

Und wenn der Herr Banker glaubt, der öffentliche Dienst sei zu hoch bezahlt, dann wollen wir ihn an Staatsminister Juncker verweisen, der schon vor Jahren feststellte, dass es bereits damals 8.000 Arbeitnehmer im Lande gab, die besser bezahlt waren als er, der Staatsminister. Alle im Privatsektor, fügte der Staatsminister damals hinzu.

## Unredliche Argumente

Weil der ABBL-Präsident es offensichtlich nicht bemerkt hat, sei er darauf gestoßen: In Luxemburg haben die Gewerkschaften in den letzten Jahren kein verbales Banker-Prügeln veranstaltet. Denn sie wissen, dass die Krise nicht hierzulande begann, und die Schuldigen des Desasters nicht hier sitzen. Aber es wäre immerhin für sie ein Leichtes gewesen, in dieser Hinsicht etwas Demagogie zu betreiben. Aber das gehört nicht zu den Traditionen des hiesigen Sozialdialogs.

Die Gewerkschaften wissen sich anständig zu benehmen. Die Patronatslobbyisten aber tun dies nicht, zumindest seit ein paar Jahren nicht mehr. Und der ABBL-Sprecher legt die gleiche Unehrlichkeit an den Tag wie seine Kollegen der Fedil. Es ist unwürdig, auf welche schäbige Art die europaweite Krise – die selbstverständ-

lich auch spürbare Konsequenzen für unsere Volkswirtschaft und für den Luxemburger Staat und seine Finanzen erzeugt – hier propagandistisch ausgeschlachtet wird, um den Sozialabbau zu rechtfertigen.

Ja, auch Luxemburg geriet 2009 in eine Rezession, ja, auch unser Staatshaushalt wurde defizitär. Aber der wiederholt angekündigte Defizit-Verstoß Luxemburgs gegen die Maastricht-Grenze von -3,0% des Bruttoinlandsproduktes (BIP) fand nie statt. Das schlechteste Ergebnis lag bei -1,0%, jenes für 2011 bei -0,6%, die Bestnote für ganz Westeuropa. Während unsere Staatsschuld nicht einmal ein Drittel des 60%-Maximums ausmacht, liegen diesbezüglich Deutschland und Frankreich 4,3-mal und Belgien 5-mal höher als Luxemburg. Diese eindeutigen Fakten hindern den Herrn Oberbanker nicht daran, unsere Politiker als regierungsunfähig hinzustellen.

Und nachdem eine ganze Nation 2008/2009 beschlossen hatte, der Krise mit einer antizyklischen Haushaltspolitik zu begegnen (wobei Luxemburg das einzige EU-Land war, das sich überhaupt eine solche Entscheidung leisten konnte), ist es nachher eine intellektuelle Unehrlichkeit, das so angestrebte moderate Budgetdefizit als Argument für die Forderungen nach Sozialabbau heranzuziehen.

Während der Exportweltmeister Deutschland 2011 einen Leistungsbilanzüberschuss von +5,9% des BIP erzielte, erreichte Luxemburg einen solchen von +6,4%. Was den Herrn Banker nicht daran hindert, das Klagegeld der verlorenen Wettbewerbsfähigkeit anzustimmen. Seit Dezember 2008, dem Beginn der Krise in Europa, wurden in Luxemburg 26.000 zusätzliche Arbeitsplätze geschaffen, was einen Zuwachs um +7,5% darstellt. Was die Patronatsvertreter nicht daran hindert, den angeblichen Niedergang unserer Wirtschaft festzustellen.

## Die realen Zahlen

Wenn er seine Hausaufgaben gemacht hätte, statt den Fedil-Propagandisten Glauben zu schenken, wüsste der ABBL-Chef, dass unsere Staatskonten keineswegs aus dem Ruder laufen. Die Personalkosten des Gesamtstaates sind im Langzeit-Trend klar rückläufig; sie betrugen 2011 nur noch 20,0% aller staatlichen Ausgaben (gegenüber 23,1% im Jahre 1997) und 7,9% des BIP (gegenüber 8,8% per 1997). Außerdem stellten sie 2011 nur 17,4% aller Personalkosten im Lande dar (gegenüber 18,3% im Jahre 1997).

2011 erreichten die Totalausgaben des Gesamtstaates in Luxemburg lediglich 42,0% des BIP, weniger als beispielsweise im Jahre 2004 (42,6%), und dies trotz der Krise mit all ihren Kosten und Einkommensausfällen für die öffentliche Hand, die plötzlich den erwähnten Staatsanteil um 6% Prozentpunkte nach oben getrieben haben. Laut EU-Kommission betrugen die Staatsausgaben 2011 bei uns 42,0% des BIP gegenüber 45,6% in Deutschland, 49,1% im EU-Durchschnitt, 50,1% in den Niederlanden, 53,3% in Belgien und 55,9% in Frankreich. Warum gesteht der ABBL-Chef nicht ein, dass Luxemburg den mit Abstand schlanksten Staat in Westeuropa hat?

Die Lohnnebenkosten sind in Luxemburg deutlich niedriger als in allen anderen Ländern der Region. Der Staat wendet hohe Mittel auf, um den Unternehmen neue ausländische Märkte zu erschließen, um kontinuierlich den Standort punktuell an neue Marktchancen anzupassen und um den Fir-

men die Weiterbildung ihres Personals zu subventionieren. Alle diese Beihilfen stecken die Bosse stillschweigend ein, und dann protestieren sie lautstark dagegen, dass hier auch noch etwas Sozialpolitik stattfindet.

## Unangemessene Einmischung

Offensichtlich glauben die Lobbyisten mitbestimmen zu dürfen, ob es hierzulande eine Lohnindexierung oder einen Mindestlohn zu geben hat oder nicht. Das ist ein gravierender Irrtum, denn politisch besitzt weder die ABBL noch die Fedil, noch eine einzige ihrer Mitgliederfirmen ein Stimmrecht. Unsere Verfassung sieht keine Plutokratie, sondern eine Demokratie vor.

Die Patronats-Verbände dürfen gestrost der Regierung Hinweise geben, wie man mit punktuellen technischen Verbesserungen in Gesetzgebung und Reglementierung, die Wettbewerbsfähigkeit des Finanzplatzes und des Wirtschaftsstandortes verbessern kann. Wenn sie uns aber vorschreiben wollen, wie die Steuer- oder die Sozialpolitik zu gestalten ist, so benehmen sie sich eindeutig daneben.

Um was es bei dieser ganzen Austeritäts-Debatte wirklich geht, ist uns allen schon klar. Die Manager wünschen sich ein einfacheres Managen mit niedrigeren Personalkosten. Denn sie wollen ihren Aktionären und ihren Mutterhäusern günstigere Profitzahlen vorzeigen, in der Gewissheit, dafür größere Boni zu kassieren. Fundamental handelt es sich weder um wirtschaftliche Effizienz noch um die Zukunft des Landes, sondern bloß um eine weniger soziale Aufteilung des Kuchens. Und dazu sind einige prinzipielle Überlegungen angebracht.

## Attraktive Drehscheibe

Die Banker, Unternehmer und Investoren der Welt kommen nach Luxemburg, weil sie hier ein günstiges Umfeld vorfinden, um internationale Geschäfte abzuwickeln. Sie kommen nur deswegen, und sie bleiben auch nur solange diese Umstände stimmen. Das wissen wir so gut, wie es unsere Gäste wissen. Niemand braucht uns diesbezüglich zu belehren. Und wenn wir dies vergessen sollten, oder wenn wir hier unklug vorgehen, so haben wir sehr schnell ein ernsthaftes Problem.

Im Interesse des Standortes werden wir uns somit sehr wohl hüten, den Unternehmen steuerliche oder sonstige (beispielsweise soziale) Lasten aufzuerlegen, die unerträglich sind. Aber davon sind wir weit entfernt, denn die 10.000 zusätzlichen Jobs, die hier netto jahraus, jahrein geschaffen werden – mit oder ohne Krise –, entstehen trotz der Lohnindexierung und trotz der Kosten für verbesserte Arbeitsbedingungen und Sozialleistungen.

Wer nun daherkommt und verlangt, die positiven Luxemburger Rahmenbedingungen müssten den Interessenten jeglicher Herkunft total unentgeltlich zur Verfügung gestellt werden, der findet kein Gehör, weder bei der Regierung noch beim Volk. Hier wird nicht gratis rasiert.

Wir freuen uns darüber, wenn die ausländischen Banken, Investmentfonds und Internetdienstleister bei uns gute Geschäfte machen. Und dies ist ehrlich gemeint, weil wir handfeste Gründe haben, uns darüber zu freuen. Denn eingeständenermaßen beruht diese Freude vor allem auf dem Anteil, der den Einwohnern unseres Landes und ihrem Staat zukommt, den Beschäftigten, den Sozialversicherungen, den einheimischen Unter-

nehmen, und nicht zuletzt auch dem Finanzminister.

Hinsichtlich der Finanzierung unseres Staates durch die Banken aber sollte die ABBL etwas bescheidener auftreten. Alle Banken wiesen zusammen für 2011 einen Gewinn vor Steuern von 3.026 Millionen Euro aus. Davon gehen nur 198 Millionen an die Körperschaftssteuer und 2.828 Millionen sind Reingewinn nach Steuern. Die Steuerquote beträgt somit lächerliche 6,5%. Sie lag 2009 noch bei 28,1% und 2010 bei 14,1%.

Die Geschäftemacher kommen nicht wegen unserer schönen Augen zu uns; sie verstehen daher auch, dass sie uns nicht wegen ihrer schönen Augen so willkommen sind. Solange für sie der Standort und sein Umfeld als Ganzes stimmen, zahlen sie bereitwillig den kleinen Wegzoll, den Luxemburg einfordert.

Und noch etwas. Der strukturelle soziale Druck auf alle hiesigen Arbeitgeber ist durchaus sinnvoll, auch ordnungspolitisch und rein volkswirtschaftlich. Der mäßige (aber regelmäßige) Zwang zu höheren Löhnen, wie er staatlicherseits durch Indexierung und Mindestlohnanpassung ausgeübt wird, ist eine extrem wirksame Triebfeder, um auch die faulsten unserer Arbeitgeber zu ständigen Produktivitätssteigerungen zu bewegen.

Dass dabei die unproduktivsten Unternehmen und Branchen nicht mithalten können, begünstigt ipso facto eine graduelle Umschichtung der Gesamtwirtschaft von schwachen auf leistungsfähigere Sektoren. Der Aufschwung unserer Wirtschaft erzeugt seit Jahren eine Wachstumsrate, die das doppelte Tempo des europäischen Durchschnitts darstellt: Dies aber beruht nicht auf innerbetrieblichen Produktivitätssteigerungen, sondern auf dem gesamtwirtschaftlichen Strukturwandel hin zu produktiveren Sektoren.

## Öffentliche Wirtschaftsdynamik

Und dann noch ein Wort zum trägen Staat und den passiven Staatsdienern, die (gemäß der so simplen Weltanschauung der Patronats-Prediger) von den produktiven Banken so großzügig durchgefüttert werden. Die Hetze der Privat-Bosse ist unbegründet.

Dass Luxemburg es zum globalen Leader in Sachen Weltraum-Kommunikation geschafft hat und zur europäischen Hochburg des Internet-Business, das verdankt es weder der Fedil noch der ABBL, sondern einzig und allein der Initiative und dem Umsetzungsvermögen des Luxemburger Staates und seiner Verwaltung. Und dass wir die sogenannte „Fondsindustrie“ hier ansiedeln konnten, oder dass hier weiter innovative Finanzsparten entstehen, das ist ohne eine leistungsfähige, kompetente, motivierte, integre, flexible und vielsprachige Verwaltung undenkbar.

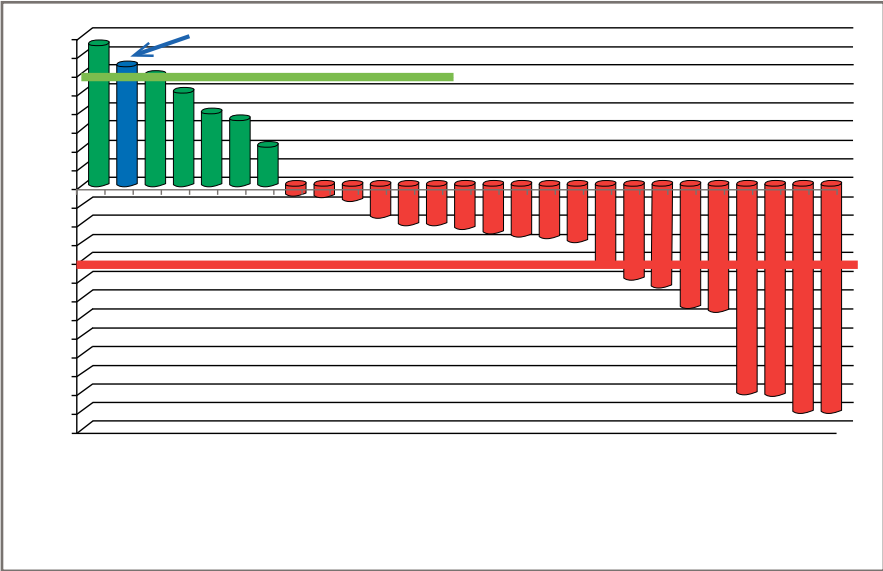
Wenn das traditionelle Bankgeschäft derzeit an Fahrt verliert, so liegt dies weder an der Luxemburger Lohnindexierung noch an der Besoldung im öffentlichen Dienst. Und auch der massivste Sozialabbau in Luxemburg könnte daran genau so wenig ändern wie an der Abwanderung industrieller Fertigungen von Europa nach Asien.

Wird aber eine ertragreiche Milchkuh weniger ertragreich, kann das uns keineswegs erfreuen. Doch die Welt bleibt deswegen nicht stehen: Unser wenig mutiger, angeblich nicht regierter Staat hat 500 Millionen Euro in Datazentren und in grenzüberschreitende Internetlinien investiert. **K.L.**



# Was man uns verschweigt

## Luxemburg verstößt gegen die Regeln des Stabilitäts- und Wachstumspaktes (durch einen zu hohen Leistungsbilanz-Überschuss)



Die Maastricht-Regeln kennt jeder, weil uns die Medien seit Jahren damit in den Ohren liegen, obschon Luxemburg sie nicht ein einziges Mal verletzt hat. Kaum bekannt ist hingegen, dass es eine andere Norm gibt, die unser Land nicht respektiert. Doch kein Journalist spricht das Thema an, keine Pressekonferenz wird zelebriert und keine Parlamentskommission gerät in Ekstase. Warum wohl? Weil dieses Thema dem Patronat weniger behagt und nicht angesprochen wird von der Fedil/ABBL-Propaganda! Und in diesem Land beschränkt sich der öffentliche Diskurs ja in der Regel auf die Themen, welche die Manipulierungsmaschine des Patronats mit größter Effizienz vorgibt.

Bekanntlich betreffen die Maastricht-Normen die Staatsfinanzen und setzen für das eventuelle Jahresdefizit des

Staatshaushaltes ein Maximum von 3% des Bruttoinlandsproduktes (BIP) und für das Total der Staatsschulden ein Plafond von 60% des BIP fest. Derzeit erfüllen nur noch vereinzelte Länder beide Normen; Luxemburg aber hat sie zu jedem Zeitpunkt voll respektiert und tut es also auch derzeit. Obschon jahrelang in den schrillsten Tönen ein sich abzeichnender Verstoß Luxemburgs gegen die Maastricht-Vorschriften angekündigt wurde.

Mit diesen schrägen Zweckprognosen wurde immer wieder versucht, Druck auf Tripartite und Gewerkschaften auszuüben. Wer nun im Nachhinein die tatsächliche Entwicklung mit den Prophezeiungen konfrontiert, muss feststellen, dass die Cassandra-Rufe absolut unbegründet waren, und dass Parlament wie Presse lediglich Opfer

einer geradezu grotesken Desinformation wurden.

Jene andere europäische Norm aber, die derzeit tatsächlich von Luxemburg missachtet wird, gehört zu den Regeln des Stabilitäts- und Wachstumspaktes, die 2005 bezüglich der makroökonomischen Gleichgewichte festgelegt wurden. Damals erkannte man, dass die zwei Maastricht-Regeln allein nicht ausreichen würden, um den soliden Zusammenhalt und das wirtschaftliche Zusammenwachsen von EU und Eurozone sicherzustellen.

Einer der Parameter, um das Auseinanderdriften der europäischen Staaten zu beobachten, ist die außenwirtschaftliche Leistungsbilanz der nationalen Volkswirtschaften. (Über das Konzept der Leistungsbilanz informiert der untenstehende Artikel.) Die diesbezügliche Norm untersagt allen EU-Ländern, die über ihre Verhältnisse hinaus leben, ein anhaltendes volkswirtschaftliches Defizit von über -4% des BIP zu erzeugen. Im Gegenzug sollen die Überschussländer zum Ausgleich beitragen, indem sie ihren Netto-Bonus auf maximal +6% des BIP begrenzen.

Nun erzielte Luxemburg im Zeitraum von 1995 bis 2007 Jahr um Jahr einen hohen Leistungsbilanz-Überschuss, einen sehr hohen sogar, in der Größenordnung von zwischen 8% und 13,2% des BIP. Nach Einführung der neuen Norm im Jahre 2005 respektierte Luxemburg den festgelegten Plafond nur ein einziges Mal: Im Krisen-Jahr 2008 betrug unser Leistungsbilanz-Überschuss nämlich +5,1% und lag damit knapp unter dem Plafond von +6%. In den letzten 3 Jahren mit ihrer Finanzkrise und der gesamtwirtschaftlichen Konjunktur-

schwäche lag der entsprechende Wert hingegen bei 6,5%, 7,7% und 7,1% des BIP, also jeweils deutlich außerhalb der vorgeschriebenen Norm.

Maßgebender Wert ist dabei jeweils der Durchschnitt der letzten 3 Jahre. Für 2010 war dies, laut Berechnungen der EU-Kommission, im Falle Luxemburgs ein Niveau von +6,4% unseres BIP. Dagegen verblieb der „Exportweltmeister“ Deutschland mit +5,9% durchaus noch im Respekt der vorgegebenen Norm.

Das einzige andere EU-Land, das wie wir einen als übertrieben anzusehenden Bonus erwirtschaftet, ist Schweden mit +7,5%, wie die nebenstehende Graphik verdeutlicht. Hier stellen die grüne und die rote Linien übrigens die Extremwerte dar, welche die Ergebnisse der einzelnen Länder nicht über- und unterschreiten dürfen.

Wenn man nun weiß, wie stark die Deutschen bei jedem Weltwirtschaftsgipfel unter Beschuss stehen, etwa von Seiten des US-Präsidenten, der südeuropäischen Partner, aber auch vieler Regierungen anderer Kontinente, kann man sich nur freuen, dass wir dort nicht mit am Tisch sitzen, ansonsten auch uns mangelnde Solidarität angelastet würde.

Es soll hier selbstverständlich kein Disput darüber begonnen werden, ob Luxemburger Anstrengungen eine nennenswerte Auswirkung auf die europäische oder gar die globale Wirtschaft haben könnten. Fest steht jedoch – und zumindest im Ausland betont es auch unser Premierminister immer wieder –, dass die vielen Sparprogramme keinen europäischen Aufschwung bewirken werden, wie er erforderlich ist.

S.T.

# Robuste Luxemburger Leistungsbilanz

## zeugt von dauerhaft soliden Wirtschaftsstrukturen

Wirtschaftlich gesehen ist das Jahr 2011 besser verlaufen als erwartet, viel besser sogar als vom großen Chor der professionellen Pessimisten angekündigt. Die Schätzung des BIP-Wachstums für 2011 wurde angehoben, und für 2012 wird von niemandem mehr eine Rezession in Luxemburg erwartet. Netto wurden 10.000 zusätzliche Arbeitsplätze geschaffen; und die Zahl der Grenzgänger erreicht den Rekordwert von 157.000 Personen.

Nun aber liegen auch die Angaben für die Luxemburger Leistungsbilanz von 2011 vor. Bekanntlich handelt es sich dabei um die Gesamtdarstellung aller Einnahmen und Ausgaben gegenüber dem Ausland, durch Exporte und Importe von Waren und Dienstleistungen sowie durch andere grenzüberschreitende Einkünfte und Ausgaben wie Zinsen, Kapitalerträge, Löhne, Gehälter, Subsidien, Beihilfen usw.

Die Leistungsbilanz oder „balance des opérations courantes“ ist der beste Gradmesser der Gesundheit einer Volkswirtschaft, denn ein Überschuss bedeutet, dass das betreffende Land mehr zu Lasten der Nachbarn, Partner und Konkurrenten verdient hat, als es an das Ausland zahlen musste, dass es sich demnach netto bereichert hat. Im Gegensatz hierzu wird ein eventuelles Leistungs-Defizit schnell problematisch für das betroffene Land, zumindest wenn es sich wiederholt. Denn notwendigerweise muss sich dieses Land nach und nach gegenüber dem Rest der Welt verschulden, sobald es seine Auslandsguthaben aufgezehrt hat.

Kein Wunder, dass die Leistungsbilanz in der Regel auch in denjenigen Ländern

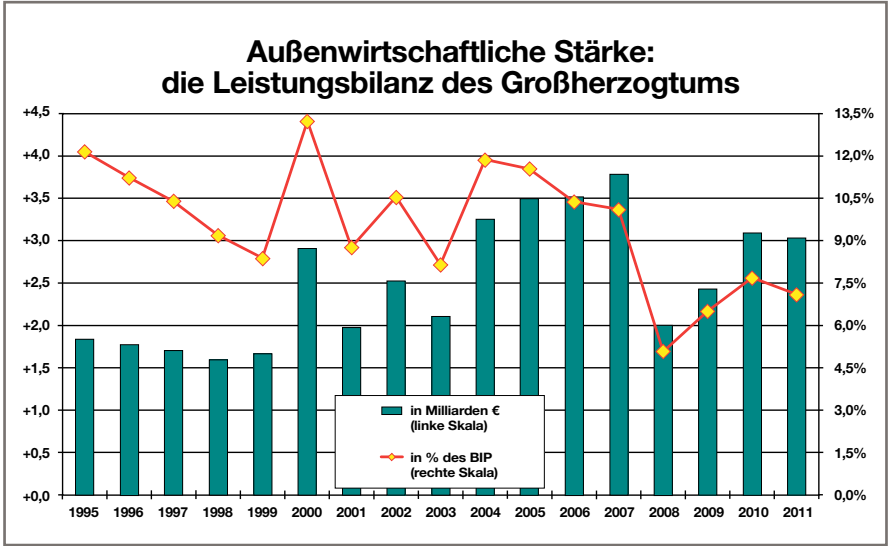
negativ ausfällt, wo der Staatshaushalt defizitär und die öffentliche Schuld hoch sind. Die Konten des Staates leiden ja notwendigerweise unter einer schwachen Wirtschaftsleistung.

Wie gesagt, liegen jetzt die Angaben der Luxemburger Leistungsbilanz für 2011 vor. Und sie sind wiederum bemerkenswert günstig. Der Überschuss von 3.033 Millionen Euro erreicht ein ähnliches Niveau wie im Vorjahr (3.090 Millionen) und stellt voraussichtlich 7,1% des BIP dar. Damit aber verstößt Luxemburg erneut gegen die Vorgaben des Stabilitäts- und Wachstumspaktes, welche den externen Bonus auf maximal 6% begrenzen. (Siehe dazu den obenstehenden Artikel.)

Beim Warenverkehr weist Luxemburg ein Defizit von 5,3 Milliarden Euro aus, bedingt durch die Tatsache, dass wir den gesamten Energieverbrauch einführen müssen, wie auch die meisten Verbrauchsgüter und viele Produktionsmittel, bis hin zu Satelliten und Jumbojets.

Um hier nur eine interessante Einzelheit unter vielen herauszugreifen: Die Personalkosten für Grenzgänger schlugen 2011 mit 8,1 Milliarden zu Buche. Entscheidend aber ist, dass wir bei den importierten und exportierten Dienstleistungen einen mächtigen Netto-Überschuss von 23,0 Milliarden Euro erwirtschaften, was den Gesamtüberschuss von 3,0 Milliarden begründet.

Unsere Graphik für den Zeitraum von 1995 bis 2001 zeigt, dass die Luxemburger Leistungsbilanz wohl Schwankungen unterliegt, jedoch nicht eigentlich konjunkturanfällig ist. Dies beweist eindeutig die strukturelle Wettbewerbsfähigkeit unserer Wirtschaft und be-



sonders unserer Exportunternehmen, welche das Patronat fälschlicherweise immer wieder in Abrede stellt.

Unsere Wirtschaft ist strukturell gesund, nicht etwa weil die Stahlherren ihre Produktivität spektakulär verbessern würden, sondern weil unser Land es schafft, unrentabel gewordene Arbeit abzulösen durch hochwertigere Tätigkeiten mit besseren Absatzchancen für seine Produkte. Satelliten-Business und Fonds-Industrie statt Porzellan-Herstellung. Oder Computerfarmen und e-commerce statt Hochöfen und Walzwerke.

Die generelle Wettbewerbsfähigkeit Luxemburgs geht keineswegs verloren, sondern besteht fundamental weiter. Wobei aber gewiss nicht alle Unternehmen die Zeichen der Zeit erkannt haben, und manche Produktionsbe-

reiche keine Umstellung schaffen. Es ist so, dass die nationale Produktivität vor allem steigt, weil die unproduktiven Bereiche schrumpfen; letztere künstlich mit Sozialdumping am Leben zu erhalten, wäre somit nur ein unsinniges Bremsmanöver.

Die Zweckklügen der Fedil über die verminderte Produktivität und Rentabilität, die nur auf Indexmanipulationen, einen niedrigeren Mindestlohn sowie auf gekürzte Renten und Staatsgehälter abzielen, dienen also keineswegs dem Wohle und der Zukunft des Landes, sondern bezwecken lediglich, die Aufteilung des Wirtschaftskuchens noch einseitiger zu gestalten, zu ihren Gunsten, versteht sich.

S.T.



# Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch  
eines jeden

## BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit  
und zwar zu den  
allergünstigsten Bedingungen

## Unschlagbares Angebot

für:  
Wohnungsbau/-kauf  
Modernisierung  
Grundstückwerb

mit:  
Sofortkredit  
CGFP-Vorzugsdarlehen  
Steuervorteilen

**Lassen Sie sich unverbindlich beraten**

Bitte ausfüllen und einsenden an:

**OEL/CGFP**

Oeuvre CGFP  
d'Épargne-Logement  
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:

(Name)

(Vorname)

Ich bitte um  
unverbindliche  
Beratung durch einen  
CGFP/BHW-Berater

(Straße, Hausnummer)

(Plz. /Wohnort)

(Telefon)

(Dienstbezeichnung)

(Dienststelle)

**Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2012**



# Bausparen

## aktuell

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

## Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

### Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohnraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

### Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

### Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenszinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenszinsen.

### Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Das lohnt sich!

Informieren Sie sich noch heute:  
Tel.: 47 36 51.

## Modernes Wohndesign mit historischem Charme



Alte Baumaterialien zeitgemäß in Szene setzen – für den Innenausbau denkmalgeschützter Häuser gehört das zum guten Ton. Den Charme antiker Baustoffe für Boden, Bad und Küche bieten auch die Kreationen moderner Designer.

Wer ein historisches Baudenkmal sein Eigen nennt, möchte es originalgetreu sanieren – das gilt auch für den Innenbereich. Da verleihen Stilelemente wie die wieder aufbereitete Kassettentür oder alter Stuck dem Wohnambiente die gewünschte Authentizität. Immer mehr Fachbetriebe spezialisieren sich auf Rückbau, Restaurierung und Vertrieb historischer Materialien.

„Die Wiederaufbereitung alter Baumaterialien ist ein doppelter Gewinn“, bestätigt Iris Laduch-Reichelt von der BHW Bausparkasse. „Hausbesitzer haben so die Chance, altes Kulturgut neu zu beleben und Ressourcen zu schonen.“

Das Angebot hört hinter der Haustür nicht auf. Drinnen sorgen antike Dielenböden für einen stilvollen Auftritt, die gusseiserne Wanne für jugendstilvolle BadeFreude oder die Fliesen in der Küche für rustikal Charmen.

### Alt und neu im stilvollen Mix

Ganz entscheidend wird der Raumeindruck durch Bodenbeläge geprägt. Entsprechend groß ist hier die Nachfrage, wie Expertin Iris Laduch-Reichelt bestätigt. „Wieder sehr beliebt sind alte Holzdielen in der maximalen Breite, die der Baum hergegeben hat. Sie wirken nicht so gleichförmig, äußerst robust und verleihen nicht nur denkmalgeschützten Häusern eine neue Bodenständigkeit.“ Verlegte Weichholzdielen sind ab 50 Euro pro Quadratmeter erhältlich, Eichendielen ab 100 Euro. Börsen für historische Baustoffe finden Interessenten im Internet.

## Visuelle Frische

Duschwände aus Glas gibt es schon länger, doch jetzt begeistern sie Warm- und Kaltduscher mit exotischen Mustern und farbenfrohen Designs. Gewollter Effekt: Es blickt keiner mehr durch!

Ab sofort wird der morgendliche Gang in die Dusche zum fröhlich-bunten Erlebnis. Neue Designs für Trennwände verleihen dem Bad visuelle Frische und machen jeden Morgenmuffel im Nu putzmunter. Eine fotodesignte Duschglas-Serie dient dabei als „Projektionsfläche“ – mit farbenfrohen Motiven aus der Botanik. Blumenliebhaber können zwischen der Papaya, Tulipa oder Malva wählen.

Das Verfahren ist denkbar einfach: Eine Folie wird mittels Hitze und Druck zwischen zwei Glasscheiben gepresst und ist so vor äußeren Einflüssen geschützt.

„Gerade barrierefreie Duschen lassen sich durch diese Akzente mit wenig Aufwand sehr modern gestalten“, sagt Uta Schaller von der BHW Bausparkasse.



Die Glaswände werden frei stehend oder an der Wand befestigt. Wer es ganz individuell haben will, wählt eigene Foto-Motive als Vorlage.

Eine andere Technik für die farbneutrale Gestaltung von Glaswänden ist die 3D-Laserbearbeitung. Mit ihr werden Designs in das Glas eingefräst, ohne jedoch die Oberflächenstruktur zu beschädigen. Zahlreiche Ornamente stehen zur Wahl.





# „Mir maachen lech méi sécher“

## Die Bâloise-Gruppe, der neue CGFP-Versicherungspartner

Anfang Mai wurde die Versicherungsagentur „CGFP Assurances“ auf Kirchberg eröffnet. Sie wird künftig die CGFP-Mitglieder in allen Versicherungsangelegenheiten beraten und betreuen, wobei sie in erster Linie sehr günstige Versicherungsverträge unterschiedlichster Art mit den Gesellschaften Bâloise Assurances und Bâloise Vie anbietet. Die Gründe für diesen Wechsel in der

Palette unserer Dienstleistungen erläutern wir nebenstehend. Für „fonction publique“ bietet sich somit eine gute Gelegenheit, den Lesern unseren neuen Versicherungspartner eingehender darzustellen, im Gespräch mit dem bisherigen langjährigen Bâloise-Generaldirektor André Bredimus und seinem Nachfolger Romain Braas.



Romain Braas, der neuernannte Generaldirektor der Bâloise-Versicherungsgesellschaften in Luxemburg als Nachfolger von André Bredimus, verfügt über 240 Mitarbeiter, um den Ansprüchen der Kundschaft gerecht zu werden

**Herr Bredimus, Herr Braas, könnten Sie uns kurz die Bâloise-Versicherungen vorstellen und ihre Verankerung in Luxemburg erläutern?**

**André Bredimus:** Unsere Versicherungsgruppe hat sich bereits 1890 offiziell in Luxemburg niedergelassen. Daher konnte sie vor 2 Jahren den 120. Geburtstag feiern. Wir sind die älteste Versicherung in Luxemburg, die hier noch unter ihrem ursprünglichen Namen arbeitet.

Unser Mutterhaus befindet sich in Basel, wie der Name es bereits verrät. Die Mitglieder der Geschäftsführung und das Personal im Großherzogtum aber sind fast alle Luxemburger oder zumindest luxemburgisch-sprechend. In den letzten Jahren sind wir stark gewachsen, so dass die verschiedenen

Versicherungs-, Beratungs- und Vertriebsgesellschaften unserer Gruppe in Luxemburg heute rund 240 Mitarbeiter beschäftigen.

**Romain Braas:** Auf dem inländischen Markt halten die beiden operativen Gesellschaften Bâloise Assurances und Bâloise Vie solide Positionen. In den letzten Jahren konnten sie ihre Marktanteile deutlich ausweiten, unter anderem durch den Erwerb und die Eingliederung der Firmen Winterthur Europe Vie und Fortis IARD, sowie nun, zum 1. Mai 2012, durch die Übernahme der CGFP-Verträge der Gesellschaft AME Lux.

Grenzüberschreitend verkauft die Gesellschaft seit 16 Jahren mit großem Erfolg fondsgebundene Lebensversicherungen, vor allem im europäischen

Ausland. Für den Bâloise-Konzern besitzt der internationale Finanzplatz Luxemburg eine herausgehobene Rolle für den EU-Markt. Unser Prämienumsatz betrug letztes Jahr rund 482 Millionen Euro, davon 102 Millionen auf dem inländischen Markt.

**Welche Kunden bedienen Ihre Versicherungen mit welchen Lösungen?**

**André Bredimus:** Unsere Gesellschaften sind sehr breit aufgestellt und bedienen, in Luxemburg wie in anderen europäischen Ländern, sowohl Privatkunden wie auch Unternehmen jeder Größenordnung. Für Haushalte und Einzelpersonen hält Bâloise Vie im Bereich der Lebens- und Todesfallversicherungen viele maßgeschneiderte Lösungen bereit, also vor allem klassische Lebensversicherungen, Restschuld-Versicherungen für Immobiliendarlehen- wie für Kleinkredite wie auch Zusatzpensionen. Bâloise Assurances dagegen deckt die übrigen Sparten ab, die wir im Fachjargon oft als „Non-Vie“ oder „Nicht-Leben“ bezeichnen. Dies ist der weitgefächerte Bereich der Risikoversicherungen. Hier findet man Versicherung für Haus und Auto (Haftpflcht, Casco, Rechtsschutz) genau wie für Unfall, Diebstahl, zivile Haftpflcht und vieles andere.

Dabei können die Luxemburger Gesellschaften auf das Know how und die weitreichenden Ressourcen der internationalen Bâloise-Gruppe zurückgreifen. Unsere Produkte sind jedoch alle eigens auf die Luxemburger Verhältnisse und die Luxemburger Bedürfnisse zugeschnitten.

Ein Grundprinzip unserer Unternehmensphilosophie ist nämlich das Bestreben einer größtmöglichen Nähe zum Kunden, um stets intelligente Produkte anbieten zu können, die jeweils richtige Lösung nach unserem Motto „Mir maachen lech méi sécher!“ Unter diesem Thema liefern wir außerdem, beispielsweise auf unserer Internet-Seite, praktische Tipps und



Vorschläge, um das Leben sicherer zu gestalten.

**Was bieten Sie den CGFP-Mitgliedern im Besonderen?**

**Romain Braas:** Wir freuen uns sehr darüber, dass wir die CGFP-Verantwortlichen überzeugen konnten, in eine enge Partnerschaft mit uns einzutreten. Die Betreuung der CGFP-Mitglieder und ihrer Angehörigen geschieht über die neugeschaffene Versicherungs-Agentur CGFP Assurances mit Sitz auf Kirchberg.

Das Personal dieser Struktur unter Leitung von Agenturchef Arsène Meyers ist in der Lage, eine optimale Kundenberatung sicherzustellen und die Unterzeichnung neuer Versicherungsverträge einzuleiten, aber auch im Schadensfall die Versicherten mit den dafür zuständigen Abteilungen unseres Hauses in Verbindung zu setzen.

Mit der neuen Agentur werden die Anstrengungen von CGFP-Services im Versicherungsbereich deutlicher sichtbar. Die Gewerkschaftsmitglieder erhalten einen angepassten, persönlichen Service mit den immer gleichen Ansprechpartnern. Die Agentur betreut ausschließlich CGFP-Mitglieder und ihre Angehörigen.

Selbstverständlich haben wir, bei der Übernahme des gesamten Bestandes der CGFP-Versicherten der Versicherungsgesellschaft AME Lux, die Verpflichtung übernommen, alle besonderen tariflichen und sonstigen CGFP-Vorteile in vollem Umfang beizubehalten.

Für alle laufenden, von AME Lux übernommenen Verträge ist dies sichergestellt, ohne dass der Kunde irgendeinen Schritt unternehmen müsste oder ein Dokument zu unterschreiben hätte. Neuverträge, welche

### CGFP Assurances:

## Innovation beim CGFP-Versicherungsangebot

Die Leser von „fonction publique“ wissen bereits um die Schaffung der neuen Versicherungs-Agentur **CGFP Assurances** mit Sitz auf Kirchberg. Diese stellt sich in den Dienst einer optimalen Betreuung der Gewerkschaftsmitglieder im Versicherungsbereich.

Zu den Dienstleistungen, die CGFP-Services den Mitgliedern traditionell anbietet, gehören bekanntlich günstige Versicherungspolice, in der Sparte „Vie“ (Restschuld- und Lebensversicherungen sowie Zusatzpensionen) wie auch bei „Non-Vie“ (Feuer-, Auto- und sonstige Haftpflcht-Versicherungen usw.).

Zu unserm Bedauern hat unser langjähriger belgischer Partner Ethias vor etlicher Zeit beschlossen, seine Luxemburger Tätigkeiten zu verkaufen. Dies bot CGFP-Services die Gelegenheit, das Versicherungs-Angebot für die Mitglieder neu zu organisieren mit der Schaffung einer eigenen Agentur. Unser künftiger Versicherungspartner ist die Bâloise-Gruppe, die seit fast 125 Jahren in Luxemburg tätig ist und die in dem obenstehen Interview vorgestellt wird.

Selbstverständlich wurde sichergestellt, dass bei der Neuerung weiterhin den CGFP-Mitgliedern die ausgehandelten Vergünstigungen unverändert erhalten bleiben. Zusätzlich wurde das eigenständige Büro **CGFP Assurances** geschaffen mit Sitz auf Kirchberg, das unsere Mitgliedern und ihre Angehörigen bei ihren

Versicherungsangelegenheiten beraten und begleiten kann. **CGFP Assurances** ist vom Commissariat aux Assurances als Versicherungsagentur zugelassen. Während im Versicherungsbereich „Leben“ alle laufenden Verträge mit AME Life Lux (Restschuld- und Lebensversicherungen sowie Zusatzpensionen) bis zu ihrem Vertragsende bei dieser Gesellschaft verbleiben, künftig jedoch zusätzlich von **CGFP Assurances** betreut sind, werden die Neuverträge in dieser Sparte künftig mit Bâloise Vie abgeschlossen.

Die von CGFP-Services vermittelten Sach- und Haftpflchtversicherungen hingegen wurden zum vergangenen 1. Mai von AME Lux an Bâloise Assurances abgetreten. Vor einigen Wochen wurden über 5.000 CGFP-Mitglieder persönlich angeschrieben bezüglich dieser Veränderung, die mit Zustimmungen des staatlichen Versicherungskommissariats erfolgte, nach dessen Vorgaben und unter dessen Aufsicht. Zu betonen ist hier, dass kein Versicherter irgendeinen Schritt zu unternehmen braucht. (Siehe nebenstehende Anzeige.)

Die Schadensfälle werden von unserer Agentur an die zuständigen Dienste der Versicherungsgesellschaft weitergeleitet. Schadensfälle, die vor dem 1. Mai eingetreten sind, werden von AME Lux, später erfolgte Vorfälle von Bâloise Assurances geregelt. In allen Fällen kann die Agentur behilflich sein.



über die neue Agentur abgeschlossen werden, tragen genauso den CGFP-Bedingungen Rechnung. In der weiteren Zukunft werden wir uns bemühen, zusammen mit CGFP-Services die Palette unserer Versicherungsprodukte stetig anzupassen und weiter zu entwickeln, in dem gleichen Geiste, zum Vorteil der CGFP-Mitglieder.

#### Wo sehen Sie die Stärken Ihres Hauses aus Sicht eines Luxemburger Kunden?

**Romain Braas:** Die Bâloise-Gruppe ist den Luxemburgern seit über einem Jahrhundert wohlbekannt als ein solides und flexibles Haus, ausgesprochen „konservativ“ in seiner vorsichtigen Geschäftspolitik, aber genauso innovativ in der Darstellung und Ausgestaltung seiner Produkte, wohlvertraut mit der Luxemburger Kundschaft und ihren hohen Ansprüchen. Unsere Belegschaft ist fast ausnahmslos mit den drei offiziellen Sprachen des Landes vertraut, so dass wir uns berechtigterweise als ein Luxemburger Unternehmen ansehen dürfen.

Unser beharrliches Bemühen, stets die Nähe zu unseren Kunden zu suchen, und ihrem Vertrauen kontinuierlich gerecht zu werden, hat es uns erlaubt, nach und nach aufzusteigen

zu einem der vier führenden Versicherungsgesellschaften des Luxemburger Marktes. Vorsorge und Sicherheit sind unser Leitmotiv. Dem Kunden wollen wir eine „Sicherheitswelt“ bieten, in der alle Risiken des Lebens frühzeitig erkannt, wenn möglich ganz behoben oder doch zumindest abgedeckt werden können.

Wir halten unsere Mitarbeiter dazu an, „sich stets in die Haut des Anderen zu versetzen“, und glauben daher, dass wir optimal gerüstet sind, um den Erwartungen der CGFP zu entsprechen und um ihre Mitglieder optimal zu bedienen.

#### Wo können sich die CGFP-Mitglieder über ihre Produkte informieren?

**Romain Braas:** Die Agence CGFP Assurances ist in der Lage, alle erdenklichen Auskünfte zu liefern. Die Mitarbeiter haben Zugang zu den Datenbanken der Bâloise-Gesellschaften, so dass sie jederzeit konkrete Angebote ausarbeiten und unterschiftsreife Vertragsentwürfe erstellen können. Darüber hinaus werden wir uns bemühen, die CGFP-Mitglieder regelmäßig zu informieren, sowohl über „fonction publique“ wie auch über Internet (unter [www.cgfp-assurances.lu](http://www.cgfp-assurances.lu)) oder durch spezifische Mailings.

*André Bredimus verabschiedet sich dieser Tage in den verdienten Ruhestand, nach fast 19 Jahren an der Spitze der Luxemburger Tätigkeiten der Bâloise-Gruppe, und nachdem er eine neue Partnerschaft mit den Verantwortlichen von CGFP-Services in die Wege geleitet hat*



## Was ändert sich konkret für die CGFP-Versicherten?



**16, rue Erasme  
L-1468 Luxembourg  
Tél.: 27 04 28 01  
email: [info@cgfp-assurances.lu](mailto:info@cgfp-assurances.lu)**

#### Die Mitarbeiter der neuen Agentur CGFP Assurances

- betreuen und beraten die CGFP-Mitglieder und ihre Angehörigen im gesamten Versicherungsbereich,
- begleiten dabei künftig alle bestehenden Policen, die auf Vermittlung von CGFP-Services abgeschlossen wurden mit den Gesellschaften AME Lux und AME Life Lux,
- vermitteln neue Versicherungsverträge mit Bâloise Assurances und Bâloise Vie,
- können in allen Schadensfällen angesprochen werden und vermitteln Kontakte zum Abwicklungsdienst der genannten Gesellschaften.

Im Bereich „Non-Vie“ wurden zum 1. Mai 2012 die bisherigen Verträge von AME Lux mit CGFP-Mitgliedern von Bâloise Assurances übernommen, im Einvernehmen mit dem Versicherungskommissariat und unter dessen Aufsicht. Dabei bleiben die geltenden Vertragsbedingungen integral bestehen und die günstigen CGFP-Bedingungen voll

erhalten. Die betroffenen Versicherten wurden im Laufe des Monats April davon schriftlich unterrichtet. **Niemand braucht diesbezüglich irgendeinen Schritt zu unternehmen.**

Die ab Mai zu zahlenden Prämien werden den Versicherten von Bâloise Assurances in Rechnung gestellt und sind an Bâloise zu überweisen. Wie in der Vergangenheit können alle Verträge jährlich gekündigt werden. Vor dem 1. Mai eingetretene Schäden werden von der Gesellschaft AME Lux behandelt und geregelt, Schäden ab dem 1. Mai hingegen von Bâloise Assurances. In allen Fällen können die Mitarbeiter der Agentur CGFP Assurances weiterhelfen.

Im Bereich „Vie“ hingegen verbleiben alle in der Vergangenheit von CGFP-Services vermittelten Restschuld-, Lebens- und Sterbensversicherungen und Zusatzpensionen bis zu ihrem Vertragsende bei der Gesellschaft AME Life Lux, wobei das Büro von CGFP Assurances jederzeit als Ansprechpartner bereit steht. Neuverträge werden hier mit Bâloise Vie vermittelt.



„fonction publique“-Themenreihe

# Versprochen ist versprochen?

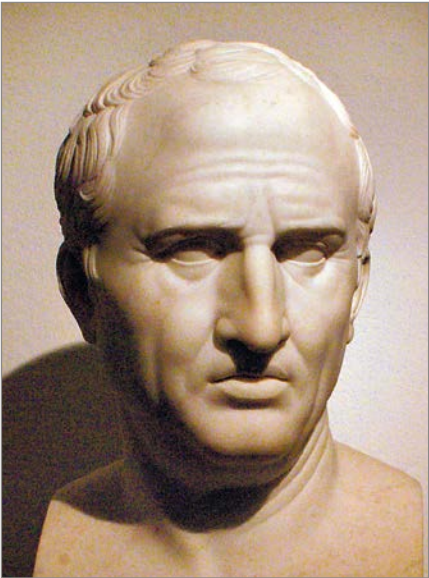
## Gedanken über eine alte Tugend aus zeitgenössischer Sicht (Teil I)



„In der Tat leistet die Kunst des Versprechens – auch wenn diese insbesondere heutzutage, in einer Zeit der schriftlichen Verträge und auf gegenseitigem Vertrauen gründenden Abkommen, etwas überlebt erscheint – einen nicht zu unterschätzenden Beitrag zur menschlichen Gesellschaft.“, schreibt Claude Heiser, Erster Vizepräsident der CGFP.

### Spondesne? – Spondeo! – Vom Wort zur Tat

Rom im Jahre 76 v. Chr.: Die Bürger verfolgen einen spannenden Hollywood-Prozess, in dem Staranwalt Marcus Tullius Cicero den gutaussehenden, berühmten und vermögenden Schauspieler Quintus Roscius Gallus, wegen Unterschlagung von 50 000 Sesterzen von seinem Sozios Gaius Fannius Chaerea verklagt, verteidigt.<sup>1</sup> Worum ging es? Roscius sollte einen begabten Sklaven des Fannius namens Panurgus zum Schauspieler ausbilden, die Gagen desselben wurden unter den beiden Partnern aufgeteilt. Nachdem Panurgus aus ungeklärten Gründen von einem gewissen Flavius getötet worden war, wurde der Täter gemäß der alten Lex



Ein Staranwalt und großer Redner aus antiker Zeit: Marcus Tullius Cicero (106-43 v. Chr.)

Aquila auf Schadensersatz verklagt, d. h., der gesamte Schaden sowie der entgangene Gewinn mussten finanziell ausgeglichen werden. Während Fannius als Bevollmächtigter seine Rechte sowie die seines Partners vor Gericht geltend machen wollte, begann der etwas launenhafte Roscius mit Flavius auf eigene Faust zu verhandeln und erhielt von Letzterem zahlungshalber einen Grundbesitz. Als der hintergangene Fannius von Roscius die Hälfte dieser Abfindung verlangte, kam es zu einer außergerichtlichen Schlich-

tung, die mit einem mündlichen Versprechen beigelegt wurde: „Roscius versprach dem Fannius 100 000 Sesterzen [...], also wirklich die Hälfte seines Abfindungsanteils für den Sklaven Panurgus. Fannius versprach umgekehrt für den noch ungewissen Fall, daß er seinerseits noch etwas von Flavius herauschläge, die Hälfte dieses Betrages.“<sup>2</sup> Roscius zahlte lediglich die erste Rate von 50 000 Sesterzen, während er die zweite und letzte Rate nicht mehr entrichtete, so dass Fannius ihn vor Gericht verklagte. Ciceros nur noch fragmentarisch überlieferte Verteidigungsrede *Pro Roscio Comoedo* beweist, wie der Anwalt in der Schlussverhandlung des Prozesses versucht, den wesentlichen Punkt, nämlich das Schuldversprechen, zu übergehen: „Darüber huscht Cicero seiltänzerisch mit ganzen vier Zeilen hinweg.“<sup>3</sup> Und beendet nach den Worten „Stipulatus es – ubi, quo die, quo tempore, quo praesente? Quis spondisse me dicit? Nemo!“<sup>4</sup> die juristische Argumentation.

Wurden also seit dem Altrömischen Recht Verträge als Versprechen, als das „geltende Wort“ aufgefasst und in den Kontext des Vertrauens und der Treue („bona fides“) gerückt, so veranschaulicht die Affäre Roscius bereits die Zerbrechlichkeit des Wortes. Denn Verträge, vor allem Geldverträge, wurden in der Antike durch eine formelhafte Frage, die *Stipulation*, geschlossen: Auf die Frage „Spondesne?“ (*Gelobst du?*) antwortete der Vertragspartner „Spondeo!“ (*Ich gelobe!*) und verpflichtet („obligatio“) sich damit, das Versprechen zu erfüllen („solutio“).<sup>5</sup> Die Stipulation bestand also in dem sprachlichen, intentionalen Ausdruck einer auf die Zukunft gerichteten *Aktion*, d. h. einer Handlung, ohne die das Versprechen null und nichtig, eben „leer“ blieb: Das Zusammenspiel von Wort und Tat bildete die Grundlage eines jeden Versprechens.

Werden in der antiken Gesellschaft und auch in weiteren Epochen der abendländischen Geschichte viele Zusagen, Verträge, Abkommen *mündlich* geschlossen, so müssen wir feststellen, dass in unserer heutigen Zeit das Wort des Öfteren an Wert verloren zu haben scheint. Die *Süddeutsche Zeitung* berichtet, auf die Frage eines

iranischen Journalisten, ob er versprechen könne, dass Russland bis zum Ablauf seiner Amtszeit im Frühjahr 2008 den nuklearen Brennstoff für das Atomkraftwerk Buschehr liefern werde, habe Vladimir Putin geantwortet: „Versprechen habe ich nur meiner Mama gegeben, als ich noch ein kleiner Junge war.“<sup>6</sup> Große Jungs geben also keine Versprechen mehr? Haben wir es hier mit purem Zynismus, mit moralischem Verfall, der Abwesenheit jedweder Werte zu tun? Oder mit dem Bewusstsein, was es überhaupt bedeutet, etwas zu versprechen? Im Folgenden soll der Versuch unternommen werden, das Wesen und die Komplexität des „geltenden Wortes“ zu beleuchten, die Frage nach der Verbindlichkeit aufzuwerfen und die Konsequenzen solcher Zusicherungen auszuloten.

### Die Komplexität des Versprechens als Zusammenspiel von Sprechen und Handeln

Geht es darum, das Augenmerk auf die Komplexität des Versprechens zu richten, so erweist sich die Sprechakt-Theorie John Langshaw Austins und vor allem John Searles als äußerst aufschlussreich. Die sogenannte *Pragmatik* beschäftigt sich ja gerade mit der Ergründung, wie Sprache zum Akt wird, d. h. wie Worte zu Taten führen. Das Versprechen, das bei Searle zu den *illokutionären Akten* (d. i. die Funktion, der Handlungswert von Prädikaten wie z. B. Fragen, Befehlen) gehört, dient dem Sprachphilosophen ebenfalls dazu, die Bedingungen zu untersuchen, unter denen ein Sprechakt erfolgreich ist, d. h. welche Bedingungen erfüllt sein müssen, damit aus einem Wort auch eine Tat erfolgt und somit die Äußerung gelungen ist. Searle stellt folgende „Regel“ auf:

Regel des propositionalen Gehalts
Zukünftige Handlung A von S.
Einleitungsregeln (vorbereitende Bedingungen)
1. H zieht die Ausführung von A durch S der Unterlassung von A durch S vor, und S glaubt dies von H. 2. Es ist sowohl für S als auch für H nicht offensichtlich, dass S beim normalen Verlauf der Dinge A ohnehin tun würde.
Regel der Aufrichtigkeit
S beabsichtigt ehrlich, A zu tun.
Wesentliche/essentielle Regel
Gilt als Übernahme der Verpflichtung von S, A zu tun.

Was also tut ein Mensch, der etwas verspricht, und welche Bedingungen müssen erfüllt sein, damit das Versprechen sich weder als falsch noch als leer erweist? Der Zusichernde äußert zunächst, dass er eine *Handlung* in der Zukunft *aussführen* werde (propositionaler Inhalt). Er hat die *Absicht* / *Intention*, diese Handlung auszuführen, und glaubt an seine *Fähigkeit*, dies zu tun; ferner verspricht er etwas, was nicht von selbst eintreten wird (Ein-



Vom Kindes- bis zum Greisenalter äußern Menschen, ob im privaten oder öffentlichen, politischen oder beruflichen Bereich, verbindliche Zusagen. Ein Versprechen, das gebrochen wird, ist niemals ein Versprechen gewesen: Es hat sich als falsch oder leer erwiesen.

leitungsregeln). Ferner geht er davon aus, dass derjenige, dem gegenüber er das Versprechen geäußert hat, *will*, dass er die Handlung ausführen wird, und unterwirft sich mit seiner Äußerung einer *Verpflichtung* (Bedingung der Aufrichtigkeit). Schließlich bestehen die wesentlichen / essentiellen Bedingungen darin, dass die beiden die Äußerung *verstehen*, unter *normalen Umständen* handeln, und die Äußerung den illokutionären Ausdruck (z. B. „Ich verspreche, dass...“) beinhaltet. Erst durch die *Ausführung* eines Versprechens wird bestätigt, dass die beiden die verschiedenen Bedingungen erfüllen.

Die Analyse dieses Sprechaktes verweist bereits implizit auf Aspekte, die für eine Standortbestimmung des Phänomens des Versprechens nicht unwesentlich sind. In dem Augenblick, wo jemand etwas verspricht, ist er bereit und, in seinen Augen, fähig bzw. befähigt, etwas Außergewöhnliches zu tun, und unterwirft sich dieser Verpflichtung gegenüber einer anderen Person. Der Versprechende muss also ehrlich und aufrichtig sein, sich selbst und seine Fähigkeiten bzw. Befugnisse richtig einschätzen können und die Umsetzung des geltenden Wortes in die Tat als persönliche Pflicht akzeptieren. Versprechen ist also *konsequentes* Reden und Handeln, das Ehrlichkeit, Gewissenhaftigkeit und Fähigkeit voraussetzt. Ein Versprechen einzulösen, bedeutet, sowohl den Erwartungen als auch dem Vertrauen eines anderen Menschen zu genügen, sich selbst und seinen Worten treu zu bleiben.

### Versprechen als Notwendigkeit für gesellschaftliches Zusammenleben

Für den englischen Philosophen David Hume stellen Versprechen eine künstliche Tugend dar, die von Natur aus keinen Sinn haben, „weil es keinen passenden Akt des Geistes (act of mind) gibt, der als Verpflichtungsgrund wirkt.“<sup>7</sup> So behauptet der Philosoph: „The second kind of moral duties are such as are not supported by any original instinct of nature, but are performed entirely from a sense of obligation, when we consider the necessities of human society, and the impossibility of supporting it, if these duties were neglected. It is thus [...] fidelity or the observance of promises.“<sup>8</sup> Da Versprechen erst Sinn durch menschliche Übereinkunft erhalten, sind sie „human inventions, founded on the necessities and interests of society“.<sup>9</sup> Versprechen oder, genauer, deren



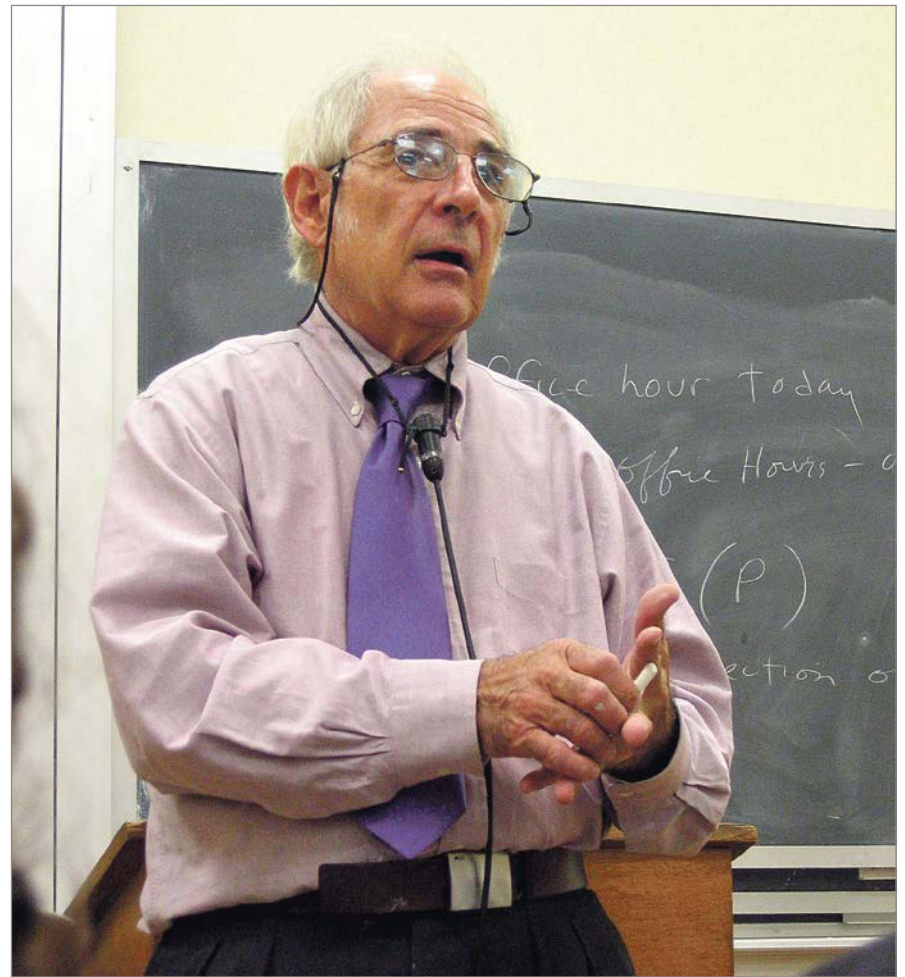
konkrete Umsetzung gehören somit zu den moralischen Verpflichtungen, die erst, wenn auch künstlich durch den Menschen erschaffen, menschliches Zusammensein ermöglichen, während die Nichtbefolgung dasselbe zerstört.

In der Tat leistet die Kunst des Versprechens – auch wenn diese insbesondere heutzutage, in einer Zeit der schriftlichen Verträge und auf gegenseitigem Misstrauen gründenden Abkommen, etwas überlebt erscheint – einen nicht zu unterschätzenden Beitrag zur menschlichen Gemeinschaft. Vom Kindes- bis zum Greisenalter äußern Menschen, ob im privaten oder öffentlichen, politischen oder beruflichen Bereich, verbindliche Zusagen. Die Umsetzung solcher Versprechen schafft ein Klima des gegenseitigen Vertrauens, zeigt, dass ein Wort gilt, dass Menschen konsequent handeln und von einer gewissen Aufrichtigkeit zeugen können, und dies umso mehr, als Versprechen in die Zukunft projizierte Absichten darstellen, d. h. im Augenblick des „Sprechaktes“ noch nicht konkretisiert worden sind. Es ist ein Phänomen, das in unserem aufgeklärten, rationalen und verwissenschaftlicht-objektiven Zeitalter noch Werte wie Vertrauen, Glauben und Hoffnung bemüht. Versprechen beleuchten das wahre Menschsein, liefern den Beweis, dass der Mensch mehr als ein funktionierender „homme machine“ ist, indem sie ihn als moralisches und verantwortungsbewusstes Wesen hervorheben.

uns von dem eigentlichen Ziel dieser Abhandlung entfernen, so dass das Augenmerk auf die gesellschaftlichen Konsequenzen gerichtet werden soll.

Versprechen, die gebrochen werden, führen zunächst – als Vertrauensbruch – zur Enttäuschung im Sinne eines Bewusstwerdens, dass man von einem anderen getäuscht worden ist: Derjenige, der „falsche“ Versprechen gemacht hat, erweist sich als unehrlich und unaufrichtig, derjenige, der „leere“ Versprechen geäußert hat, als unfähig und Versager. Noch heute gilt der Bruch eines geltenden Wortes als Verlust der Ehre und schürt vor allem das Feuer vieler Verdachtsmomente und Unterstellungen: Hat jemand einen anderen mittels eines Versprechens manipulieren oder betrügen wollen? Hat jemand sich falsch eingeschätzt und Dinge versprochen, zu denen er überhaupt nicht fähig ist? Versprechen ohne Folge, ohne Konsequenz führen eben doch zu Konsequenzen, nämlich zu einem allgemeinen Misstrauen unter Menschen, zu Hinterlist, Argwohn – alles Verhaltensweisen, die das gesellschaftliche Leben quasi unmöglich machen.

Da unsere Gesellschaft – trotz aller Missstände und wenigstens im Idealfall – auf Werten wie Ehrlichkeit, Treue, Verantwortungsbewusstsein u. Ä. beruht, untergräbt ein leeres oder falsches Versprechen als Vertrauensbruch das ethische Fundament des menschlichen Zusammenlebens. In der Tat erkennt Immanuel Kant im



Der Sprachphilosoph John Searle gilt, zusammen mit John L. Austin, zu den wichtigsten Vertretern der Sprechaktheorie.

ehrlich zu verhalten.<sup>10</sup> Ganz im Geiste seines kategorischen Imperativs, der den Menschen dazu auffordert, so zu handeln, dass seine Maxime stets als allgemeine Regel gelten könnte („Handle so, daß die Maxime deines Willens jederzeit zugleich als Prinzip einer allgemeinen Gesetzgebung gelten könnte.“<sup>11</sup>), liefert Kant das Beispiel des lügenhaften Versprechens, mit dem jemand „sich eines andern Menschen bloß als Mittels bedienen will.“<sup>12</sup> Diese Haltung als allgemeine Regel kann das Individuum nicht wollen, weil sie dem Anspruch auf ehrliche Versprechen widerspricht: Der eine kann nicht selbst leere Versprechen machen und erwarten, dass der andere seine Versprechen erfüllt; wenn leere Versprechen als Regel akzeptiert werden, wird die Tugend des Versprechens an sich zerstört. So konzidiert Kant, das Individuum könne zwar die Lüge, aber keineswegs ein allgemeines Gesetz zu lügen wollen, „denn nach einem solchen würde es eigentlich gar kein Versprechen geben, weil es vergeblich wäre, meinen Willen in Ansehung meiner künftigen Handlungen andern vorzugeben, die diesem Vorgeben doch nicht glauben, oder, wenn sie es übereilter Weise täten, mich doch mit gleicher Münze bezahlen würden, mithin meine Maxime, so bald sie zum allgemeinen Gesetze gemacht würde,

sich selbst zerstören müsse.“<sup>13</sup> Wenn Hume im aufrichtigen Versprechen ein menschliches Konstrukt im Interesse der Gesellschaft erkennt, so ist das geltende Wort für Kant eine vollkommene, „kategorische“ Pflicht. Im Falle eines Vertrauensbruchs durch ein nicht gehaltenes Versprechen werden Autonomie und Würde des Menschen, und somit der Gesellschaft im Allgemeinen in Frage gestellt, verlangt das konstruktive und geordnete Zusammenleben unter Menschen doch Ehrlichkeit und Vertrauen.

**Claude Heiser**

*Nachdem das Wesen und die Komplexität des „geltenden Wortes“ beleuchtet worden sind, sollen in der nächsten Ausgabe sowohl die Frage nach der Verbindlichkeit aufgeworfen als auch die Konsequenzen solcher Zusicherungen ausgelotet werden.*



Die Umsetzung von Versprechen schafft ein Klima des gegenseitigen Vertrauens, zeigt, dass ein Wort gilt, dass Menschen konsequent handeln und von einer gewissen Aufrichtigkeit zeugen können.

Umso größer ist die Enttäuschung, wenn sich Versprechen als falsch bzw. als leer erweisen. Rein pragmatisch, d. h. der Sprechaktheorie zufolge betrachtet, können wir nicht mehr von einem Versprechen reden, falls es nicht erfüllt worden ist, fehlt doch gerade die Handlung, der Akt, die Konkretion des geäußerten Satzes: Ein Versprechen, das gebrochen wird, ist niemals ein Versprechen gewesen; es hat sich als „falsch“ oder „leer“ erwiesen. Der Sprachwissenschaftler Austin spricht in diesem Fall von sogenannten „Unglücksfällen“, die dazu führen, dass der Sprechakt scheitert. Diese Fehlerquellen sollen an dieser Stelle kurz umrissen werden, um sie dann anschließend in den gesellschaftlichen Kontext zu rücken: Unglücksfälle, d. h. nicht erfüllte Versprechen sind auf zwei Fehler zurückzuführen, nämlich auf das *Versagen* einerseits und auf den *Missbrauch* andererseits. Der Missbrauch entsteht durch die Unredlichkeit oder Unehrlichkeit des Versprechenden; die Handlung kommt zustande, ist aber unehrlich. Das Versagen besteht darin, dass eine Handlung nicht zustande kommt, weil diese entweder nicht in Frage kommt oder verpfuscht worden ist. Diese Fehlerquellen weiter in Bezug auf pragmatische Aspekte zu analysieren, würde

Versprechen, und vor allem in dem *Einhalten* des geltenden Wortes einen „inneren Wert“, der, frei von jedweden utilitaristischen Zweckdenken, die Selbstbestimmung und Würde des Menschen bewahrt, hat doch jedes würdige Individuum die freie Wahl, sich



„Sitz!“ oder „Ich befehle dir, dich hinzusetzen!“ – Der illokutionäre Sprechakt als Funktion bzw. Handlungswert von Prädikaten in der Kommunikation.

<sup>1</sup> Zur Darstellung des vollständigen juristischen Sachverhalts vgl. Wieacker, Franz: Cicero als Advokat. Vortrag gehalten vor der Berliner Juristischen Gesellschaft am 29. April 1964, Berlin 1965.

<sup>2</sup> Ebd. S. 11.

<sup>3</sup> Ebd. S. 13.

<sup>4</sup> Cicero, Pro Roscio §13. Übersetzt bei Wieacker, Cicero als Advokat, S. 13: „Es bleibt nur noch das behauptete Schuldversprechen... Fannius wäre etwas versprochen worden? Wo denn? Unter welchem Datum? Vor welchen Zeugen? Wer hat denn ausgesagt, daß (mein Mandant) etwas versprochen hätte? – niemand!“

<sup>5</sup> Vgl. Ritter, Joachim/Gründer, Karlfried/Gabriel, Gottfried: Historisches Wörterbuch der Philosophie, Basel 2001, S.903, s. v. „Versprechen“.

<sup>6</sup> [www.sueddeutsche.de/politik/worte-der-woche-schroeders-biblische-verse-1.334245-7](http://www.sueddeutsche.de/politik/worte-der-woche-schroeders-biblische-verse-1.334245-7), zuletzt eingesehen am 10.5.2012.

<sup>7</sup> Historisches Wörterbuch der Philosophie, S. 907.

<sup>8</sup> Hume, David: Of the original contract, in: Ders.: The philosophical works, hrsg. v. T. H. Green / T. H. Grose, Bd. II, 12: Essays, moral, political and literary, London 1964, S. 455.

<sup>9</sup> Ebd. S. 519 und vgl. Historisches Wörterbuch der Philosophie, S. 907.

<sup>10</sup> Vgl. Historisches Wörterbuch der Philosophie, S. 907, s. v. „Versprechen“.

<sup>11</sup> Kant, Immanuel: Grundgesetz der reinen Vernunft, § 7.

<sup>12</sup> Zit. n. Historisches Wörterbuch der Philosophie, S. 907, s. v. „Versprechen“.



Viandes fraîches  
Gibier - Volaille  
Charcuteries  
Salaisons

**AWIETOR**  
VIANDES EN GROS

*www.wietor.lu*

19A, rue de Haller  
L-6312 Beaufort  
Tél : 83 64 85-1  
Fax : 86 90 87  
e-mail : [wietor@internet.lu](mailto:wietor@internet.lu)

LUXEMBOURG  
15  
CEE

L  
15  
CEE

MADE IN  
LUXEMBOURG

Réussissons ensemble

Pour plus d'informations sur nos services bancaires, n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.

BGL  
BNP PARIBAS | La banque d'un monde qui change | [bgl.lu](http://bgl.lu)



**D'ARMÉI, ENG ERAUSFUERDERUNG FIR DECH**

An der Arméi léiers du deng Limiten z'iwuerwannen an däi perséinlecht Potential z'entwéckelen. Du bass een Deel vun engem staarken Team a setz dech fir anerer an. Du gëss op deng Missiounen virbereet a baus dir deng professionnell Zukunft op. Déi kann an der Arméi sinn oder anzwousch anescht.

D'Lëtzebuurger Arméi sicht jonk Leit fir de Fräiwëllegendéngscht.

Nächst Anzéien ass den 03. September 2012  
**INFOTELEFON 8002-4888**

>>> Stéchdatum fir den Aschreiwungsformular  
eran ze schécken ass de 13. Juni 2012


 **LËTZEBUERGER ARMÉI**  
[www.armee.lu](http://www.armee.lu) • [info@armee.lu](mailto:info@armee.lu)

**Kaweechelchen**

**Foyer de jour CGFP**

Pour tout renseignement s'adresser à  
Mme Renée Groff, directrice

36, rue J.B. Esch  
L-1473 Luxembourg  
Tél.: 25 03 54  
Fax: 25 28 84




## S-net, Internet banking au plus haut niveau !



Consultation de comptes, exécution de virements, opérations en bourse... Quelles que soient vos transactions bancaires, passez par l'Internet banking de la BCEE ! Avec S-net, vous accédez à vos comptes en toute simplicité, quand vous voulez et où vous voulez !



Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775  
[www.bcee.lu](http://www.bcee.lu) tél. : (+352) 4015-1



# Die Luxemburger, ihr Einkommen, ihre Ausgaben und ihr Sparverhalten

Immer wieder lesen wir, dass die Leistung der Luxemburger Wirtschaft, gemessen am Bruttoinlandsprodukt (BIP) pro Einwohner, die höchste in Europa und, hinter dem Erdgasproduzenten Katar, die zweitgrößte in der Welt sei. Und diese Statistik stimmt auch so, nur bedeutet sie keineswegs konkret, dass der normale Luxemburger im Schnitt zweieinhalbmal so viel verdient wie der Durchschnittseuropäer. Andererseits widerlegt die Berechnung prinzipiell sehr wohl die Fedil-Thesen einer sinkenden Produktivität unserer Wirtschaft und der verlorengegangenen Wettbewerbsfähigkeit unserer Firmen gegenüber der globalen Konkurrenz.

Viele internationale Unternehmen nutzen die Vorteile des günstigen Standortes Luxemburg, um von hier aus ihre lukrativen Tätigkeiten auszuüben. Dabei geben sie zweifellos beträchtliche Mittel in Luxemburg aus für Löhne, Mieten und sonstige Betriebskosten, doch die Gewinne, die dabei erzielt werden, fließen im Prinzip in die Taschen der entsprechenden Unternehmer und Investoren. Nicht alles, was hier geleistet wird, kommt den Luxemburgern zu.

Und somit ist das BIP pro Kopf nicht gleichzusetzen mit dem Einkommen der Luxemburger oder der Einwohner des Landes. Wenn das Luxemburger BIP pro Kopf rund 250% des Durchschnittsniveaus der Eurozone oder Europäischen Union ausmacht, so liegt das Luxemburger Bruttonationaleinkommen (BNE) pro Kopf nur um 80% über dem gesamteuropäischen Niveau.

Statt der Produktion auf unserem Territorium, das das BIP festhält, erfasst das BNE die Wirtschaftsleistung der Einwohner des Landes (im Inland, aber eventuell auch im Ausland). Hier werden also beispielsweise die Löhne der täglich hereinpendlenden Grenzgänger (letztes Jahr immerhin 8,1 Milliarden Euro!!!) in Abzug gebracht, wie auch den Erträgen grenzüberschreitender Investitionen Rechnung getragen wird.

Aber auch das BNE ist noch nicht gleichzusetzen mit dem verfügbaren Einkommen der Einwohner Luxemburgs, welches uns über den Lebensstandard der Inländer Auskunft geben kann. Der geschaffene Reichtum verbleibt ja zum Teil in den Unternehmen und fließt nicht integral (über Löhne, Dividenden, Zinsen usw.) an die bescheidenen wie die wohlhabenden Privathaushalte. Hierzu hält eine interessante Studie des Statec (Paul Zenner: „Regards sur le niveau de vie des ménages“, Januar 2012) fest, dass die Einnahmen der Haushalte bei uns nur um 45% über jenem der Eurozone liegen.



Auch von dieser Zahl sollte man sich nicht blenden lassen: Es gibt durchaus andere geographische Zonen in Europa (etwa Stadtteile von Metropolen wie London oder Paris), deren Niveau unsere Situation eindeutig übersteigt. Aber immerhin liegt unser Landesdurchschnitt um 10% über demjenigen der Schweiz und um 25% über jenem des Erdölproduzenten Norwegen, der beiden europäischen Staaten mit den nächstbesten Zahlen.

Die Angaben von 250% des EU-Durchschnitts beim BIP, von 180% bei BNE und von 145% beim verfügbaren Einkommen der Haushalte sind übrigens „kaufkraftbereinigt“. Dies heißt, dass der internationale Vergleich nicht berechnet wurde unter Verwendung der geltenden Wechselkurse, die einerseits sogar kurzfristig übermäßig schwanken können und die andererseits innerhalb der Eurozone identisch sind für Länder mit einer unterschiedlichen Kaufkraft. Es wurde hier vielmehr auf die sogenannte Kaufkraftparität geachtet, die dem unterschiedlichen Preisniveau Rechnung trägt.

Festzuhalten bleibt, dass laut Statec-Berechnung im Jahre 2007 das Luxemburger BIP pro Kopf um +4,9% anstieg, das Einkommen der Haushalte aber nur um +2,7%. Als 2008 das BIP pro Kopf leicht sank und 2009 um -5,4% abstürzte, kam es beim Einkommen der Haushalte nur zu einer starken Verlangsamung des Anstiegs, nicht aber zu einem Netto-Rückgang.

Dies ist vielleicht auch eine plausible Erklärung dafür, dass die Luxemburger die Krise „nicht richtig gespürt haben“. Zum Teil handelte es sich bei den „Krisen“-Ereignissen um eine übertriebene Darstellung in den Medien und über die Medien, teilweise unter dem Eindruck enormer Börsenkursentwicklungen. In den Vorkrisen-Jahren waren Supergewinne erzielt worden, von denen die normalen Menschen nichts merkten. Mit dem massiven Einbruch der Profite ging es dann genauso, nur dass nun gewisse Patronats-Vertreter ein Riesengeschrei anstimmten.

Von 2006 bis 2009 hat sich in Luxemburg das verfügbare Einkommen der Haushalte pro Kopf immerhin von 26.700 auf 30.000 Euro verbessert, eine nominale Steigerung von +12%, von der allerdings über die Hälfte von den Preissteigerungen aufgeessen wurden. Immerhin verblieb noch eine reale Verbesserung von +5,6% in drei Jahren. Im gleichen Zeitraum gab es im Eurozonen-Durchschnitt sowie in Deutschland und in den Niederlanden lediglich eine Stagnation der Einkommen, während Frankreich und Belgien eine Verbesserung in der Größenordnung von +3% erzielten.

Zu beachten ist zudem, dass in den erwähnten 3 Jahren das durchschnittliche Lohnniveau in Luxemburg nur um etwa +2% zulegte, so dass der Erhalt der Einkommen der Haushalte sich vor allem durch das Anwachsen der Sozialtransfers erklärt (Renten, Arbeitslosengeld usw.) Allein von 2008 auf 2009

(also als direkte Folge der akuten Krise) sind die Sozialzuwendungen von 26,5% auf 29% der Gesamteinnahmen der Haushalte angestiegen.

Eine sehr interessante Frage in diesem Zusammenhang ist natürlich jene nach der Verwendung ihres Einkommens durch die Haushalte. Prinzipiell gibt es hier nur eine Wahl: Das zusätzliche Geld gibt man aus oder man spart es. Das unterschiedliche Verhalten der verschiedenen Bevölkerungsschichten schlägt sich gesamtrechnerisch in der sogenannten „nationalen Sparquote“ nieder, welche die jährlichen Netto-Ersparnisse in Bezug zum Gesamteinkommen bringt. Die Statec-Experten haben ermittelt, dass die Luxemburger Sparquote von 10,1% im Jahre 2006 auf 13,5% per 2009 hochgeschwungen ist, von 2.600 auf 4.100 Euro im Jahr, in 3 Jahren ein Zuwachs von über 50%, und preisbereinigt immerhin noch von 40%.

Im EU-Durchschnitt legte die Sparquote im gleichen Zeitraum, trotz des historisch niedrigen Zinsniveaus, von 13,6% auf 15,2% zu. Die Gründe liegen auf der Hand, denn in den von der Krise am stärksten gebeutelten Ländern wurde noch kräftiger gehamstert. In Irland beispielsweise stieg die Sparquote von weniger als 7% auf über 16% und in Spanien von unter 11% auf 17%.

Und damit sind wir beim derzeitigen Hauptproblem der wirtschaftlichen Entwicklung angekommen: Weil wir alle stärker sparen statt mehr Geld auszugeben, schwächt die europäische Binnennachfrage und der Wirtschaftsmotor stottert, zumal überall in der EU auch die öffentliche Hand gleichzeitig auf Sparkurs gegangen ist.

Dass die Menschen bei ihrem Konsumverhalten und beim Geldausgeben vorsichtiger geworden sind, ist natürlich sehr verständlich und aus privater Sicht zweifellos angemessen. Für die Volkswirtschaft und ihre Entwicklung aber erweist sich die „Tugend“ des Sparens augenblicklich als ein ausgesprochen schädliches Verhalten.

Wenn in dieser Lage auch noch der Staat sich beim Geldausgeben zurückhält, dann wird das erhoffte Wachstum weitgehend ausbleiben, und die zu hohe Arbeitslosigkeit kann nicht zurückgedrängt werden. Wir brauchen jetzt Aufschwung in Europa statt Austerität, auch wenn die vielen politischen Nachplapperer dies noch nicht gemerkt haben.

Sagen Sie dies den Politikern aus Ihrem Bekanntenkreis! Sagen Sie ihnen, dass sie sich mit ihrem Austeritätskurs derzeit unverantwortlich benehmen.

LM.



- parteipolitisch unabhängig
- ideologisch neutral
- repräsentativ
- dynamisch
- erfolgreich
- 28 000 Mitglieder

## Ihre Berufsvertretung





**GRATIS!**

# CGFP-Website

[www.cgfp.lu](http://www.cgfp.lu)

Abonnieren Sie  
jetzt  
die CGFP-  
Newsletter

Immer  
topaktuell  
unter  
[www.cgfp.lu](http://www.cgfp.lu)

Nous ne nous contentons pas de gérer vos avoirs. Nous vous délivrons un service de haute qualité et nos relations s'inscrivent dans le long terme. Nous prenons le temps de vous écouter, de vous connaître et de mériter votre confiance. Nous respectons vos besoins et vos préoccupations et nous vous proposons des solutions adaptées.

Nous faisons plus que parler investissements avec vous. Nous vous prenons en considération dans toutes vos composantes, nous abordons avec vous votre situation familiale et nous discutons de tous les problèmes liés à l'organisation et à la transmission de vos avoirs. Nous vous aidons à structurer votre patrimoine et à le préserver au moment de la transmission aux générations suivantes.

Vous êtes au centre de nos préoccupations.

**KBL** EUROPEAN  
PRIVATE BANKERS

AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG  
MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS | VARSOVIE

[WWW.KBL.LU](http://WWW.KBL.LU)











**Nouveau Dacia Lodgy**, un vrai monospace à partir de 9.495 €<sup>(1)</sup>  
 Pourquoi dépenser plus pour moins d'espace ?



**3 ANS**<sup>(2)</sup>  
 GARANTIE  
 ou 100 000 km

**DACIA**  
 GROUPE RENAULT

1) Prix catalogue TVAc au 01/05/2012. (2) Au premier des 2 termes atteint.

[www.dacia.lu](http://www.dacia.lu)

4,2 - 7,1 L/100 KM. 109 - 165 G CO<sub>2</sub>/KM.

DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ.

Dacia préconise

**VOTRE FORFAIT ENTRETIEN DACIA À PARTIR DE SEULEMENT 109 €\* TVAc.**

AVEC DACIA, VOUS OPTEZ POUR UN VÉHICULE ÉCOLOGIQUE, À LA SÉCURITÉ EXIGEANTE, AU DESIGN AFFIRMÉ, ET SURTOUT ÉCONOMIQUE ! ET LES COÛTS D'ENTRETIEN PARTICIPENT À CETTE LOGIQUE D'ÉCONOMIE.

\*Offre valable pour les particuliers. Entretien Dacia 5W40. L'entretien Dacia comprend : vidange et appoints d'huile - remplacement du filtre à huile - mise à niveau des liquides - 25 points de contrôle.

## Ascenseur d'escalier



... liberté de mouvement  
 à chaque niveau

Partout au Luxembourg !  
 Esthétique et discret !  
 Fabrication Thyssen !

Information :  
**ThyssenKrupp Ascenseurs s.à r.l.**  
 Z.A. Weiergewan  
 22, rue Edmond Reuter  
 L-5326 Contern

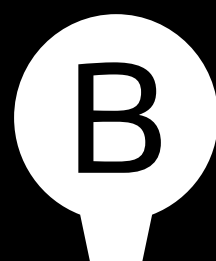
Tél. : 40 08 96  
 Fax : 40 08 99



ThyssenKrupp Ascenseurs

**CGFP**

Visitez notre site Internet:  
**[www.cgfp.lu](http://www.cgfp.lu)**



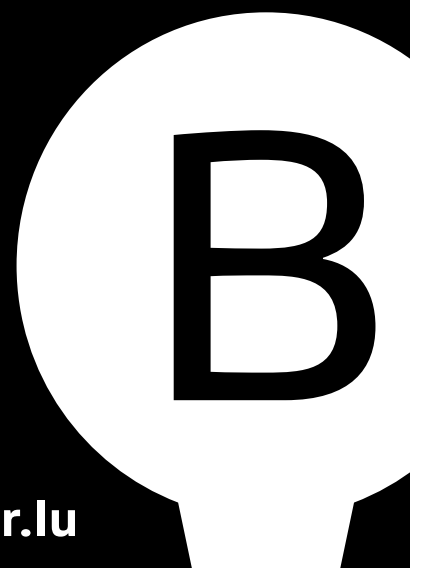
**IMMOBILIER**  
 BINGEN & ASSOCIÉS

**ESTIMATION** (onverbindlech)  
**a VENTE vun Ärem Haus,**  
**Appartement oder Terrain**

7 rue du Marché  
 L-9260 Diekirch  
 T 26 81 13 99  
[dan.watgen@b-immobilier.lu](mailto:dan.watgen@b-immobilier.lu)

44 rue de Vianden  
 L-2680 Luxembourg  
 T 26 44 13 88  
[marc.rauchs@b-immobilier.lu](mailto:marc.rauchs@b-immobilier.lu)

**[www.b-immobilier.lu](http://www.b-immobilier.lu)**







# Wo steuern Sie hin?

Bausparen – Steuern sparen

Ihr BHW-Berater gibt Ihnen dazu die besten Tipps und informiert Sie über die staatlichen Steuerfreibeträge – damit Sie alles bekommen, was Ihnen zusteht. Sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

**Die CGFP ist der BHW Bausparpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.**



**BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**  
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, [www.bhw.lu](http://www.bhw.lu)

